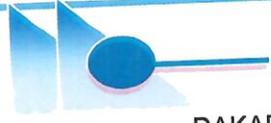


2014 315



# CETIDE Conseils

DAKAR - Parcelles Assainies Unité 6 Villa N°395 — Tél. : 33 835 01 11  
LOUGA - HLM Thiokhna Villa n°49 – Tél : 33 960 73 42  
DIOURBEL : Avenue Malick SY – Tél. : 33 971 22 08  
RC : SN LGA 2000 A 6991 – NINEA 04241432H1  
Email : cetidedkr@orange.sn – cetidedkr@gmail.com

REPUBLIQUE DU SENEGAL

-----  
Un Peuple, Un But, Une Foi

-----  
Ministère de la Jeunesse de l'Emploi et de la Construction Citoyenne

-----  
Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes  
(PAPEJF)

Financement BAD

-----  
*Demande de Propositions n°14 244/MJECC/PAPEJF/COORD/SPM*

**RECRUTEMENT DE DEUX OPERATEURS CHARGES  
DE L'INSTALLATION ET L'ACCOMPAGNEMENT  
DES PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES  
INTEGREES A DES UNITES DE TRANSFORMATION  
AGRO-ALIMENTAIRES (PTMF-UTA)**

*Zone 1 : Régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou*

## OFFRE TECHNIQUE

Novembre 2014

**COPIE**





## CETIDE Conseils

DAKAR - Parcelles Assainies Unité 6 Villa N°395 — Tél. : 33 835 01 11  
LOUGA - HLM Thiokhna Villa n°49 – Tél : 33 960 73 42  
DIOURBEL : Avenue Malick SY – Tél. : 33 971 22 08  
RC : SN LGA 2000 A 6991 – NINEA 04241432H1  
Email : cetidedkr@orange.sn – cetidedkr@gmail.com

FORMULAIRE TECHN-1 : LETTRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION  
TECHNIQUE

Dakar le 17 Novembre 2014

**A**

**Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Appui  
à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des  
Femmes (PAPEJF)**  
Immeuble D, Aile droite, 3<sup>e</sup> étage Complexe Sicap  
Point E, 1 Avenue Cheikh Anta DIOP x Canal 4

**Monsieur le Coordonnateur,**

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de consultant, pour le « *Recrutement d'un opérateur chargé de l'installation et de l'accompagnement des plateformes multifonctionnelles intégrées à des unités de transformation agro-alimentaires (PTMF-UTA)* dans les **régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou**, conformément à votre Demande de propositions en date du 13 octobre 2014 et à notre Proposition. Nous vous soumettons par les présentes notre Proposition, qui comprend cette Proposition technique et une Proposition financière sous enveloppe cachetée séparée.

Nous déclarons que :

- a) Tous les renseignements et déclarations figurant dans la Proposition sont véridiques et nous acceptons que toute erreur d'interprétation ou fausse déclaration contenue dans la dite Proposition est susceptible de conduire à notre disqualification par le Client et/ou une sanction par la Banque.
- b) Notre Proposition demeurera valide et nous liera pour toute la durée mentionné dans les Données particulières, article 12.1.
- c) Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt, en vertu de l'article 3 des IC.

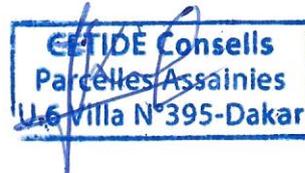
- d) Nous satisfaisons aux conditions d'éligibilité en conformité avec l'article 6 des IC et nous confirmons et reconnaissons notre obligation de satisfaire à la pratique de la Banque concernant les pratique de fraude et de corruption (y compris les paiements illicites) en conformité avec l'article 5 des IC.
- e) Nous nous engageons, en présentant notre Proposition et à exécuter le contrat éventuel à respecter les lois du pays du Client contre la fraude et la corruption (y compris les paiements illicites)
- f) Sous réserve des dispositions de l'article 12.1 des Données Particulières, nous nous engageons à négocier un Contrat sur la base du personnel clé proposés. Nous reconnaissons que le remplacement de personnel-clé pour des motifs autres que ceux mentionnés aux articles 12 et 28.4 des IC pourra conduire à mettre fin aux négociations du Contrat.
- g) Notre Proposition a pour nous force exécutoire, sous réserve de modifications résultant des négociations du Contrat.

Si notre Proposition est acceptée et le Contrat signé, nous nous engageons à commencer les Services au titre de la mission au plus tard à la date indiquée à l'article 30.2 des Données Particulières.

Nous reconnaissons que le Client n'est tenu d'accepter une quelconque des Propositions qu'il aura reçues.

Veillez agréer, Monsieur le Coordonnateur, l'assurance de notre considération distinguée.

**Ibrahima KEBE**  
**Le Directeur CETIDE Conseils**  
**Parcelles Assainies Unité 6 villa n°395**





# CETIDE Conseils

DAKAR - Parcelles Assainies Unité 6 Villa N°395 -- Tél. : 33 835 01 11  
LOUGA - HLM Thiokhna Villa n°49 – Tél : 33 960 73 42  
DIOURBEL : Avenue Malick SY – Tél. : 33 971 22 08  
RC : SN LGA 2000 A 6991 – NINEA 04241432H1  
Email : cetidedkr@orange.sn – cetidedkr@gmail.com

## Engagement à respecter la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de Marchés publics

A

**Monsieur le Coordonnateur du Projet d’Appui à la Promotion de l’Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF)**

Immeuble D, Aile droite, 3<sup>e</sup> étage Complexe Sicap Point E, 1 Avenue Cheikh Anta DIOP x Canal 4

Monsieur le Coordonnateur,

Après avoir examiné, en vue de la soumission de notre proposition pour le « *Recrutement d’opérateurs chargés de l’installation et de l’accompagnement des plateformes multifonctionnelles intégrées à des unités de transformation agro-alimentaires (PTMF-UTA)* » (DDP N°14 244) nous soussignés, avons bien pris connaissance des dispositions de la Charte de transparence et d’éthique en matière de marchés publics approuvée par décret n°2005-576 du 22 juin 2005 et nous engageons à respecter toutes les dispositions de ce texte nous concernant, pendant la procédure de passation du marché et, si notre soumission est acceptée, pendant son exécution.

Nous savons, qu’à titre de sanction, nous pouvons être écartés temporairement ou définitivement du champ des marchés publics, conformément à la réglementation, s’il est établi que nous nous sommes livrés à une ou plusieurs des pratiques, ci-après, dans le cadre de la passation et de l’exécution du marché :

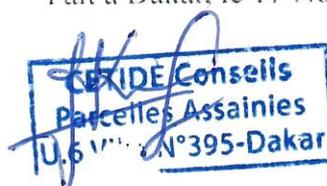
- activités corruptrices à l’égard des agents publics en charge de la passation du marché ;
- manœuvre frauduleuse en vue de l’obtention du marché ;
- ententes illégales ;
- renoncement injustifié à l’exécution du marché si notre soumission est acceptée ; et,
- défaillance par rapport aux engagements que nous aurons souscrits.

Nous savons aussi que ces sanctions administratives sont sans préjudice des sanctions pénales prévues par les lois et règlements en vigueur.

Veillez agréer, Monsieur le Coordonnateur, l’assurance de notre considération distinguée.

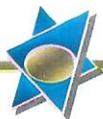
Fait à Dakar, le 17 Novembre 2014

**Ibrahima KEBE**  
Directeur CETIDE Conseils



**FORMULAIRE TECHN- 2**

**ORGANISATION ET EXPERIENCE DU CONSULTANT**



## PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

APPUI A  
LA CREATION  
D'ENTREPRISES

Études de faisabilité de projets

Formalités / création d'entreprise

Recherche de financement

Formation en esprit d'entreprise

Formation en gestion de projets

ACCOMPAGNEMENT  
DES ENTREPRISES  
EN ACTIVITE

Assistance comptable et fiscale

Recherche de partenaires et  
Développement de l'entreprise

Développement organisationnel

Formations spécifiques, Marketing

### PARTENAIRES

OPERATEURS ECONOMIQUES  
ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES  
INSTITUTIONS FINANCIERES  
ASSOCIATIONS - GIE ET GPF  
EMIGRES – PME/PMI

### Tous secteurs d'activités

Agriculture, Elevage, Industrie,  
Agroindustrie - Agroalimentaire,  
Artisanat, Tourisme, Services, etc.

Une expertise au service du Développement



# CETIDE - Conseils

DAKAR : Parcelles Assainies Unité 6 Villa N°395 – Tél. 33.835. 01.11 - Email : [cetidedkr@orange.sn](mailto:cetidedkr@orange.sn)

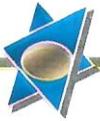
## ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

### DEVELOPPEMENT LOCAL - DECENTRALISATION

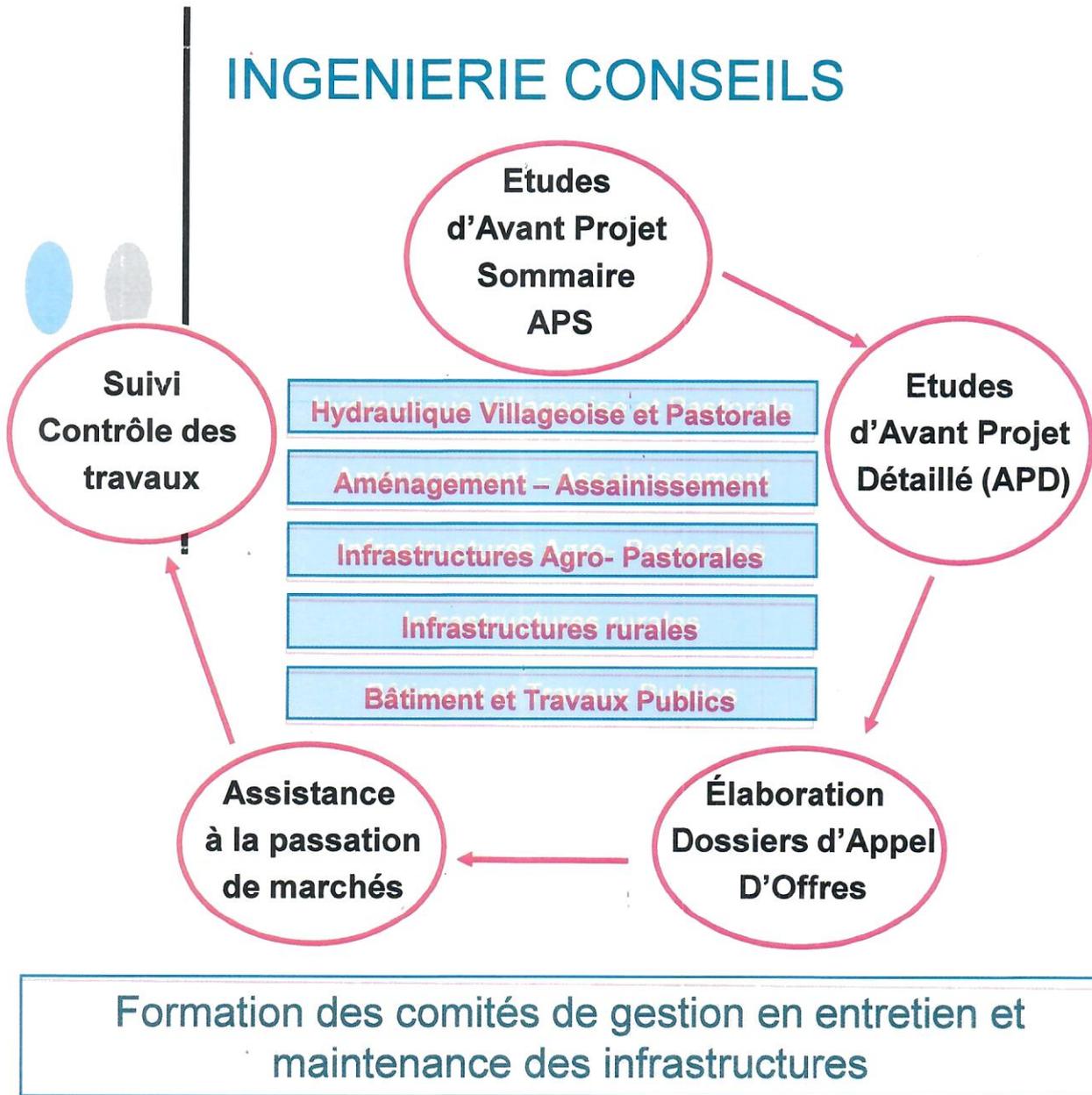
- ⊕ Elaboration Plans Locaux de Développement (PLD)
- ⊕ Plan Local Hydraulique et Assainissement (PLHA)
- ⊕ Appui à la décentralisation
- ⊕ Développement local et coopération décentralisée
- ⊕ Enquêtes socio-économiques

### RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES

- ⊕ Diagnostic organisationnel et institutionnel
- ⊕ Elaboration de plans de formation
- ⊕ Formation des comités de gestion
- ⊕ Formation en gestion des organisations
- ⊕ Entretien et gestion des infrastructures
- ⊕ Formation en Comptabilité et finances locales
- ⊕ Etc.



## INGENIERIE CONSEILS



Assistance à la maîtrise d'ouvrage  
Pour une pérennisation des infrastructures

## FORMULAIRE TECHN-2 : ORGANISATION ET EXPERIENCE DU CONSULTANT

---

### • Historique

Le Cabinet d'Etudes et d'Ingénierie pour le Développement (CETIDE Conseils) est une société unipersonnelle créée en 2000 par Monsieur Ibrahima KEBE, ingénieur agronome qui est en même temps son directeur général. En 2010, le Cabinet a étendu ses activités avec l'ouverture d'un bureau à Dakar et en 2014 le bureau de Diourbel

- **Date de création** : Avril 2000
- RC N° SN.LGA.2000 A 6991 du 08 février 2007.
- **Directeur Général** : Ibrahima KEBE. Ingénieur Agronome
- **Domaines de spécialisation** : Promotion du secteur privé, Etudes socioéconomiques, Gestion de projets de développement, Développement local, Maîtrise d'œuvre ; etc.
- **Personnel permanent** : 09

Dans le cadre du développement de ses activités, le Cabinet CETIDE dont la Direction se trouve à Dakar, est présent dans deux régions (Louga et Diourbel) afin de mieux fournir un **accompagnement de proximité**. Nos deux antennes sont également opérateurs technique d'accompagnement du Fond de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) qui entend développer des synergies d'actions avec d'autres Programmes visant la création d'entreprises comme le PAISD, l'ANPEJ, le PAPEJF, l'ANIDA, etc.

#### • *Le Bureau de Dakar : Direction*

*Adresse : Parcelles Assainies - Unité 6 - N° 395 - Dakar*

*Tél : 33 835 01 11 - Email : cetidedkr@gmail.com - cetidedkr@orange.sn*

#### • *Le Bureau de Diourbel*

*Adresse : Quartier Escale, Avenue Malick Sy - Diourbel*

*Tel.: 33 971 22 08 - Email : cetidedl@gmail.com*

#### • *Le Bureau de Louga*

*Adresse : Villa n° 49 - HLM Thiokhna - Louga*

*Téléphone : 33.960.73.42 - Email : cetidelg@gmail.com*

### ⚡ DOMAINES D'INTERVENTION ET EXPERIENCE

1. La promotion du secteur privé (études et réalisation de projets agricoles, agroindustriels et agroalimentaires)
2. Le renforcement des capacités des organisations
3. Les études socioéconomiques
4. Le développement économique local et la décentralisation
5. La gestion de projet (planification, suivi évaluation, approche genre, capitalisation, etc.)
6. La maîtrise d'œuvre sociale et technique

## ↓ RESSOURCES HUMAINES

Le Cabinet dispose d'une équipe pluridisciplinaire composée d'experts internes et de consultants externes.

**Le personnel permanent :** Le personnel permanent est composé onze cadres expérimentés et ayant de profils variés :

- 2 ingénieurs agronomes
- 1 agroéconomiste
- 1 spécialiste en ingénierie de la formation
- 1 planificateur
- 1 économiste
- 1 analyste financier
- 1 assistante de direction
- 1 chauffeur

**Experts associés :** Le Cabinet s'appuiera sur son réseau de consultants associés pour des prestations spécifiques.

## ↓ MOYENS MATERIELS

<b>Logistique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- 2 Véhicules Pick up 4x4, double Cabine</li><li>- 2 motos</li></ul>
<b>Matériel de bureau</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- 1 lot de Mobilier de bureau</li><li>- Ordinateurs (4 fixes et 5 portables)</li><li>- 3 imprimantes lasers couleurs</li><li>- Fax, photocopieuse, scanner; appareil de reliure</li></ul>
<b>Matériel pédagogique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Vidéo projecteur</li><li>- Tableaux padex</li><li>- des kits d'animation pour les séances de formation</li></ul>

## REFERENCES

### PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

- **FONGIP : Opérateur Technique Régional du Réseau agropastoral** (Régions de Louga et Diourbel) : Assistance technique de porteurs de projets (Animation économique, accueil des promoteurs, confection de business plan, aiguillage vers les institutions financières, suivi investissement, suivi exploitation, renforcement des capacités, mise en réseau, etc.)
- **Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) et Office Française de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)** : Opérateur d'appui à la réinsertion des Emigrés (de 2009 à ce jour) : Etude de projets, Formation des promoteurs en esprit d'entreprise et en gestion. Suivi et coaching. Plus de 50 promoteurs accompagnés par notre cabinet.
- **Programme National de Biogaz Domestique – CONFESEN** : Elaboration de divers projets de développement du Biogaz
- **Coopération Autrichienne** : Etude de marché des Business Development Services (BDS) dans la région de Louga.
- **Direction de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (USCP)** : conception de module et conduite de formation en gestion entrepreneuriale à l'intention des enseignants du centre d'enseignement technique féminin (CETF) de Thiaroye ;
- **PNPM/LP – PNUD : Programme Nationale des Plateformes Multifonctionnelles** : Etude de faisabilité participative (EFP) de l'implantation de la plateforme multifonctionnelle et de pôle de développement du village de Batlamine (communauté rurale de Léona) (PNPM – PRP – Projet des Villages du Millénaire)
- **PDMAS 2010** : Etude de projets d'irrigation (avant projet détaillé et Etude prévisionnelle des Investissement) de promoteurs privés financés par le PDMAS dans la région de Thiès
- **Fonds National de Promotion de la Jeunesse** : Elaboration de près de 100 projets et Formation des promoteurs en esprit d'entreprise et en gestion
- **Fonds National de Promotion de l'Entreprenariat Féminin** : Elaboration de plus de 20 projets et Formation des membres des groupements féminins en gestion de projet.
- **Fonds d'Appui des Initiatives des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE)** : Elaboration de plusieurs dossiers pour des porteurs de projets
- **USAID** : Etudes sur le marketing ethnique et le commerce transfrontalier: le cas de la Cola (Bambara) ; les fruits (peuls du Fouta) et le bétail (peuls et maures).
- **Fonds d'Appui à l'Innovation – PNIR** : Elaboration de 12 Projets dans la Communauté rurale de Boulal
- **Promoteurs privés** : des centaines de projets élaborés principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroalimentaire.

## RENFORCEMENT DES CAPACITES

- **OFFI – PAISD** : Accompagnement des promoteurs (création d'entreprise et Coaching) de l'Office Française de l'Immigration et de l'Intégration (OFII). Formation en Gestion et Formations techniques liées à leurs activités (Agriculture, élevage, etc.)
- **PEPAM** : Conduite de 17 sessions de formation sur les ASUFOR (association des usagers de forage) en partenariat avec le Cabinet MSA dans la région de Louga
- **AQUADEV** : Formation en élevage et santé animale des relais communautaires
- **AQUADEV** : Formation des formateurs des leaders des OP dans la région de Louga
- **ADEPME - OIM** Formation en gestion d'entreprise à l'intention de 20 émigrés porteurs de projet pour le compte de l'ADEPME en collaboration avec l'Organisation Internationale des Migrations et la coopération italienne (en 2007).
- **Centre d'enseignement technique féminin (CETF) de Thiaroye** : Conception de module et conduite d'ateliers de formation en gestion entrepreneuriale à l'intention des enseignants du CETF de Thiaroye ;
- **ARD de Louga / Service Départemental du Développement Communautaire** : Formations des membres de 10 groupements féminins bénéficiaires du Fonds de Développement Régional en gestion administrative et financière des organisations ;
- **PAPEL** : Appui à la mise en place et formation des relais de la zone d'intervention du Projet d'Appui à l'Elevage dans le département de Linguère.
- **PAPEL 2** : Conception de module et formation en dynamique organisationnelle et associative, en gestion administrative et financière des organisations faîtières (réalisée par notre chargé de la formation dans le cadre du PAPEL 2) ;
- **Fonds National de Promotion de la Jeunesse** Formation en Esprit d'Entreprise (modules Making Cents) des bénéficiaires du FNPJ dans la région de Louga ;
- **etc.**

## SOCIOECONOMIE

- **CR GANDON** : Etudes socioéconomiques et études techniques pour la création d'un grand marché hebdomadaire dans la communauté rurale de Gandon (2010)
- **ARD Louga** : Etude sur la capitalisation des dynamiques en cours dans le secteur de l'Economie Locale dans la région de Louga. (Agence Régionale de Développement de Louga – 2009)
- **ARD Louga** : Etude sur les différentes filières agricoles et animales dans la région de Louga. (Agence Régionale de Développement de Louga – 2009)
- **ARD Louga** : Elaboration du Plan Local Hydraulique et Assainissement de la communauté rurale de Thieppe (Agence Régionale de Développement de Louga / Programme Alizé/ CR

de Thieppe) Solutions privilégiant les énergies renouvelables (pompage solaire, utilisation de l'énergie éolienne)

- **ARD Louga** : Etudes pour la mise en place du Fonds de Développement Régional (FDR) par le Conseil Régional de Louga ;
- **ARD Louga** : Elaboration du plan de développement local de la communauté rurale de Barkedji (ARD de Louga, CR de Barkédji, 2005)
- **Projet d'Aménagement et de Développement Villageois (FIDA)** : Diagnostic organisationnel et institutionnel des OCB de la zone d'intervention du PADV de Louga
- **Projet d'Aménagement et de Développement Villageois (FIDA)** : Diagnostic institutionnel et organisationnel de 5 Comités de Gestion de Forage de la Région de Louga

## ENVIRONNEMENT

- **ONG Solidarité Internationale** : Evaluation du projet de reboisement de protection des dunes de Lompoul, dans la zone des Niayes.
- **SOS Sahel** : Elaboration de plusieurs projets environnementaux pour des OCB de la région de Louga partenaires de SOS Sahel et dans le cadre du ZARESE (CISV) : bois villageois, gestion des ordures ménagères.
- **SOS Sahel** : Projet de reboisement dans la région de Kaolack (SOS Sahel)
- **ONG Solidarité Internationale** : Etude technique pour l'électrification rurale du village de NDièye
- Etude de faisabilité d'un périmètre de jatropha dans la région de Diourbel avec unité d'extraction de l'huile. Projet privé.
- **Office Nationale de l'Assainissement du Sénégal** : Participation aux Etudes des plans directeurs d'assainissement de 19 Centres urbains avec Scandia Consult International et l'ONAS

## MAITRISE D'ŒUVRE ET INFRASTRUCTURES

- **PNIR** : Etude d'ingénierie pour la réalisation des investissements du Plan annuel d'Investissements (PAI 2003) de la Communauté rurale de Boulal (Réalisation d'un château d'eau, d'une adduction d'eau de 10 km, de 2 abreuvoirs et de 16 cantines)
- **Plan international LOUGA** /CR de Ngueune SARR, Koki, keur Momar SARR, mbédiène
  - Maitrise d'œuvre construction de salles de classe dans la CR de Ngueune SARR.
  - Maitrise d'œuvre pour adduction d'eau potable à partir de l'ALG (lac de guiers) dans CR de Mbediène et Keur Momar SARR

- **MEDICOS DEL MUNDO**
  - Construction d'un centre de formation agricole et d'une ferme agricole à NDièye ;
  - Suivi contrôle de la piste de NDièye
  
- **ASPRODEB /AGEP**
  - Etudes techniques d'exécution de 3 Projets de fermes agropastorales à Keur Momar Sarr (Sites de Loboudou, Thiapédié et Teller)
  
- **Société Agropastorale TANMA : Etudes et Réalisation de la ferme Agropastorale de Darou NDoye**
  - 2 Etables laitières de 120 vaches chacune
  - 1 Etable pour vaches locales
  - 1 Parc pour veaux,
  - 1 salle de traite en épi 2 x 12,
  - 1 magasin d'aliments de bétail
  - Réseau d'irrigation par aspersion
  - mur de clôture, etc.
  - logements
  
- **SENAUTRUCHE : Etudes et Réalisation de la ferme de Diokoul (Dépt de Kébémér)**
  - 1 Etable laitière de 120 vaches chacune
  - 1 Parc pour veaux,
  - 1 salle de traite en épi 2 x 12,
  - 1 magasin d'aliments de bétail avec système de chauffage solaire
  - Construction château d'eau,
  - Réseau d'irrigation par aspersion
  - logements
  
- **Institut Sénégalais de Recherches Agricoles - ISRA**
  - Réhabilitation de la ferme CERAAS de la station ISRA de Bambey (réhabilitation château d'eau, réseau d'irrigation, équipements de 2 forages, clôture
  - Réhabilitation de périmètres irrigués des stations de Bambey, Nioro et NDiol
  
- **ANREVA**
  - Aménagement et Equipement de 7 périmètres irrigués dans les régions de Diourbel, Thiès, Fatick, Kaolack.

**B. EXPERIENCE DU CANDIDAT**  
**Services rendus pendant les cinq dernières années**  
**Qui illustrent le mieux vos qualifications**

<b>Nom de la Mission : Opérateur Technique Régional du FONGIP</b>		<b>Pays : SENEGAL</b>
<b>Lieu :</b> Réseau Agropastoral (régions de Louga et de Diourbel).		Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) : 2 agroéconomistes 1 spécialiste en chaîne de valeurs 2 analystes financiers 2 économistes 1 spécialiste de la formation 10 jeunes relais (BAC + 5)
<b>Nom du Client :</b> Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP)		Nombre d'employés ayant participé à la Mission : 05 (cinq)
<b>Adresse :</b> Immeuble ATRYUM Center – 1 <sup>er</sup> étage Km 8, Av. Cheikh Anta Diop / Dakar Email: contact@fongip.sn		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 10 mois
<b>Date de démarrage</b> (mois/année) : 06/2014	<b>Date d'achèvement</b> (mois/année) : Toujours en cours	Valeur approximative des services : 44 000 000 FCFA
<b>Nom des consultants</b> associés/partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables :</b> Ibrahima KEBE : Directeur du Cabinet CETIDE CONSEILS / Coordonnateur de la mission)		
<b>Descriptif du projet :</b> L'opérateur est chargé de mettre en œuvre sur le terrain une des missions du FONGIP, c'est-à-dire l'assistance technique aux porteurs de projets (accompagnement de proximité) : Animation économique, accueil des promoteurs, confection de business plan, aiguillage vers les institutions financières, suivi investissement, suivi exploitation, renforcement des capacités, mise en réseau, etc.		
<b>Description des services effectivement rendus par votre personnel :</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Animation économique</li> <li>• Accueil du promoteur</li> <li>• Etablissement du bilan de compétences et du plan de formation</li> <li>• Elaboration de l'étude de faisabilité du projet</li> <li>• Suivi de l'installation du projet</li> <li>• Suivi accompagnement pendant 1 an : L'accompagnement comporte l'assistance comptable, fiscale, organisationnelle, managériale et stratégique de l'entreprise.</li> </ul>		

**B. EXPERIENCE DU CANDIDAT**  
**Services rendus pendant les cinq dernières années**  
**Qui illustrent le mieux vos qualifications**

<b>Nom de la Mission : Opérateur d'accompagnement des migrants porteurs de projets économiques</b> dans le cadre du Programme Développement Local Migration (PDLM)		<b>Pays : SENEGAL</b>
<b>Lieu :</b> Toutes les Régions du Sénégal.		Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) : 1 agroéconomiste 1 analyste financier 1 spécialiste de la formation
<b>Nom du Client :</b> Office Française de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) et le Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD)		Nombre d'employés ayant participé à la Mission : 05 (cinq)
<b>Adresse : OFFI : 111, Rue Joseph Gomis 2è Etage</b> <b>BP : 4114 DAKAR</b> <b>PAISD Tel 33 822 79 70</b>		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 3 ans
<b>Date de démarrage</b> (mois/année) : 06/2009	<b>Date d'achèvement</b> (mois/année) : Toujours en cours	Valeur approximative des services : 87 500 000 FCFA
<b>Nom des consultants</b> associés/partenaires éventuels : Ibrahima KEBE Boubou SAMBE Mansour LY Alioune Baba NDIAYE		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables :</b> Ibrahima KEBE : Directeur du Cabinet CETIDE CONSEILS / Coordonnateur de la mission)		
<b>Descriptif du projet :</b> L'objectif de la mission des opérateurs est d'accompagner les initiatives économiques des migrants dans le cadre de la mise en œuvre de la composante " accompagnement des initiatives économiques " du Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD). Il s'agira de réaliser les prestations suivantes : - <b>Lot 1 :</b> étude de faisabilité du projet économique ; - <b>Lot 2 :</b> accompagnement et coaching du promoteur ;		
<b>Description des services effectivement rendus par votre personnel :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accueil du promoteur</li> <li>• Etablissement du bilan de compétences et du plan de formation</li> <li>• Elaboration de l'étude de faisabilité du projet</li> <li>• Suivi de l'installation du projet</li> <li>• Suivi accompagnement pendant 1 an : L'accompagnement comporte l'assistance comptable, fiscale, organisationnelle, managériale et stratégique de l'entreprise.</li> </ul>		

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

<b>Nom de la Mission : Etude de faisabilité participative pour le projet de plateforme multifonctionnelle de Léona</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Région de Louga		Personnel spécialisé fourni par société / organisme (profils) :
<b>Nom du Client : Programme National des Plateformes Multifonctionnels pour la lutte contre la pauvreté (PNPM/LP – PNUD)</b>		Nombre d'employés ayant participé à la mission :
Adresse :		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission :
Date de démarrage (mois / année) : juin 2010	Date d'achèvement (mois / année) : juillet 2010	Valeur approximative des services : 6.800.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b>		
Descriptif du projet :		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'une banque de données des intervenants (ONG-Projets-Associations-etc.) avec leur zone d'intervention, domaine d'intervention, stratégie, cibles, durée du programme, etc.</li> <li>• Diagnostic participatif des filières : lait, viande, cuirs et peaux, légumes, arachide, niébé, pêche, artisanat.</li> <li>• Présentation de l'environnement des affaires au niveau local</li> <li>• Elaboration participative d'un plan d'action pour l'accompagnement du secteur privé local.</li> <li>• Organisation d'un atelier de restitution et de partage en vue d'harmoniser les interventions et de promouvoir des synergies d'action.</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Identification des besoins et conception d'Etudes Prévisionnelles d'Investissement 'EPI) au profit de promoteurs privés bénéficiaires de l'appui du PDMAS dans la région de Thiès.</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Régions de Thiès		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) :
Nom du Client : Programme de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal (PDMAS)		Nombre d'employés ayant participé à la mission :
Adresse :		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission ;
Date de démarrage (mois / année) :	Date d'achèvement (mois / année) :	Valeur approximative des services : 7.350.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b>		
Descriptif du projet : Le PDMAS appui les porteurs de projet d'irrigation selon l'approche par la demande. Outre l'accompagnement financier, le PDMAS confie à un cabinet spécialisé l'accompagnement technique du promoteur dans les études et la passation des marchés.		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visites de terrains</li> <li>• Etude prévisionnelle des Investissements (EPI)</li> <li>• Elaboration du DAO (Dimensionnement du réseau d'irrigation, Elaboration du cadre de devis estimatif)</li> <li>• Consultation des fournisseurs</li> <li>• Suivi Contrôle des travaux</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : Formation selon « l'Approche par compétences » des Formateurs en gestion entrepreneuriale du Centre d'Enseignement Technique Féminin de Thiaroye (CETF) dans le cadre du « <i>Projet Partenariat pour l'Apprentissage et l'Ouverture</i> » financé par l'Agence Française de Développement.		Pays : SENEGAL.
Lieu : Thiaroye (Région de Dakar)		Personnel spécialisé fourni : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 économiste spécialiste en ingénierie de la formation</li> <li>• 1 assistant diplômé en gestion des Entreprises.</li> </ul>
Nom du Client : Centre d'Enseignement Technique Féminin de Thiaroye (CETF).		Nombre d'employés ayant participé à la mission :
Adresse : Thiaroye		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 1 mois
Date de démarrage Avril 2010	Date d'achèvement mai 2010	Valeur approximative des services : 3.200.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés : 1 mois
<b>Nom et fonctions des responsables</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chef de mission : Ibrahima KEBE</li> <li>• Formateur : Boubou Dekhelé SAMBE</li> </ul>		
Descriptif du projet : Il s'agit d'un projet de renforcement des compétences en gestion des enseignants du CETF de Thiaroye selon l' <i>approche par compétences</i> .		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation participative des besoins</li> <li>• Elaboration du Guide du Formateur</li> <li>• Mise en œuvre de la formation</li> <li>• Evaluation de l'atelier</li> <li>• Rédaction du rapport.</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
Qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Séminaire de Formation pour la création et la gestion des petites et moyennes entreprises à l'intention de 20 immigrants sénégalais en Italie</b>		<b>Pays :</b> <b>SENEGAL</b>
Lieu : DAKAR		Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) : 1 Gestionnaire 1 Spécialiste en marketing 1 Spécialiste en fiscalité 1 Spécialiste en gestion des RH
Nom du Client : ADEPME/ OIM/MIDA Italia		Nombre d'employés ayant participé à la Mission : 05 (cinq)
<b>Adresse :</b> 9, Fenêtre Mermoz, Avenue Cheikh Anta DIOP, Dakar		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 20 jours dont 10 jours de préparation
Date de démarrage (mois/année) : 03/06/2007	Date d'achèvement (mois/année) : 19/06/2007	Valeur approximative des services : 3 500 000 FCFA
Nom des consultants associés/partenaires éventuels : Alioune Baba NDIAYE Mme Khady Top DIAW Mansour LY Khadidjatou KEBE		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les consultants associés :
Nom et fonctions des responsables : Ibrahima KEBE : Directeur du Cabinet CETIDE CONSEILS / Coordonnateur de la mission)		
<b>Descriptif du projet :</b> Il s'agit d'un projet de renforcement des capacités managériales de 20 porteurs de projets émigrés en Italie qui seront financés par le programme MIDA-Italia. Partenaires : Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) Organisation internationale des Migrations (OIM)		
<b>Description des services effectivement rendus par votre personnel :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostic des besoins en formation</li> <li>• Elaboration des modules de formation</li> <li>• Organisation du séminaire de formation dans les locaux de l'ADEPME : création d'entreprise, technique d'élaboration d'un business-plan, Marketing/Distribution, Organisation des entreprises, Gestion des stocks, comptabilité, fiscalité et gestion des ressources humaines.</li> <li>• Rédiger le rapport de formation</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Harmonisation des dynamiques en cours dans les secteurs de l'économie régionale de Louga – Diagnostic des contraintes du secteur privé et Elaboration d'un plan d'accompagnement du secteur privé local.</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Région de LOUGA		Personnel spécialisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 agroéconomiste, spécialiste des filières</li> <li>• 1 docteur vétérinaire</li> <li>• 1 économiste</li> <li>• 1 planificateur</li> </ul>
Nom du Client : Agence Régionale de Développement de Louga / Programme d'Appui au Développement Economique Local (ARD/PADEL)		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 4
Adresse : Quartier Grand Louga		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 3 mois
Date de démarrage (mois / année) : Janvier 2009	Date d'achèvement (mois / année) : Mars 2009	Valeur approximative des services : 5.750.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés : 3 mois
<i>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</i>		
<i>Directeur : Ibrahima KEBE</i>		
<i>Chef de mission : Boubou Dékhelé SAMBE</i>		
Descriptif du projet : Harmonisation des dynamiques en cours dans les secteurs de l'économie locales – Diagnostic des contraintes du secteur privé et Elaboration d'un plan d'accompagnement pour le soutien du privé.		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'une banque de données des intervenants (ONG-Projets-Associations-etc.) avec leur zone d'intervention, domaine d'intervention, stratégie, cibles, durée du programme, etc.</li> <li>• Diagnostic participatif des filières : lait, viande, cuirs et peaux, légumes, arachides, niébé, pêche, artisanat</li> <li>• Présentation de l'environnement des affaires au niveau local</li> <li>• Elaboration participative d'un plan d'action pour l'accompagnement du secteur privé local</li> <li>• Organisation d'un atelier de restitution et de partage en vue d'harmoniser les interventions et de promouvoir des synergies d'action.</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Etude de marché des Business Development Services (BDS) dans la région de Louga</b>		Pays : SENEGAL.
Lieu : LOUGA		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 Economiste 2 Enquêteurs - animateurs
Nom du Client : EWA –Coopération Autrichienne		Nombre d`employés ayant participé à la mission : 3
Adresse : Quartier dixième, Thiès		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission ; 1
Date de démarrage (mois / année) : Avril 2004	Date d`achèvement (mois / année) : Mai 2004	Valeur approximative des services : 2.750.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels : PROM`ART		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés : 1
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l`équipe) :</b>		
<b>Monsieur NGOMA</b>		
Descriptif du projet : Etude de l`offre et de la demande en services non financiers (une vingtaine de BDS identifiés : assistance comptable, juridique, fiscal, formation technique, formation en gestion, designer, recrutement, foires et expositions, NTIC, etc...) Identification des contraintes à l`utilisation de ces services par les microentrepreneurs urbains et semi urbains.		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : Enquêtes : administration questionnaires auprès des MPE de Louga Entretien avec des prestataires (bureau d`études, avocats, comptables, centre de formation, chambre de commerce, chambre des métiers, etc. Focus group : groupes utilisateurs, non utilisateurs, utilisateurs récents et indécis		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

**Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications**

Nom de la Mission : <b>Misé en place du Fonds Régional de Développement de Louga</b>		Pays : SENEGAL.
Lieu : Région de Louga		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : Agroéconomiste, Spécialiste micro finance
Nom du Client : Conseil Régional		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 3
Adresse : Grand Louga		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission ; 1 an
Date de démarrage (mois / année) : Mai 2006	Date d'achèvement (mois / année) : Mars 2007	Valeur approximative des services : 5.600.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<i>Nom et fonctions des responsables : Ibrahima KEBE : Directeur du Cabinet CETIDE CONSEILS / Coordonnateur de la mission)</i>		
Descriptif du projet : Dans le cadre de son programme de soutien aux initiatives locales, le Conseil Régional de Louga met en place le Fonds de Développement Régional destiné à financer les activités génératrices de revenus des GIE/GPF ainsi que celles des petites entreprises de la région		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manuel de procédures</li> <li>• Mise en place du projet (Comité d'Evaluation, Comité de Pilotage)</li> <li>• Termes de Référence pour la sélection de l'Institut de Microfinance partenaire</li> <li>• Sélection de l'IMF</li> <li>• Elaboration de plus de 30 dossiers de projets</li> <li>• Sensibilisation des bénéficiaires</li> <li>• Suivi – accompagnement</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : Elaboration de microprojets et <b>Formation des porteurs de projets en Esprit d'Entreprise «Making Cents»</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Louga		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 Economiste, 2 Animateurs
Nom du Client : Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ)		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 3
Adresse : Avenue Bourguiba - Dakar		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 45 Jours
Date de démarrage (mois / année) : 2001 – 2002 et 2003	Date d'achèvement (mois / année) :	Valeur approximative des services : 3.500.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables : Ibrahima KEBE : Directeur du Cabinet CETIDE CONSEILS / Coordonnateur de la mission)</b>		
Descriptif du projet : Après la sélection des projets à financer, le Cabinet a été retenu par le FNPJ pour l'organisation d'un séminaire de Formation en Esprit d'entreprise des promoteurs financés par le FNPJ à l'aide des outils d'animation Making Cents.		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes de faisabilité de projets</li> <li>• Mise en place des outils et du matériel didactique</li> <li>• Animation du séminaire de formation</li> <li>• Rédaction du rapport de formation</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Projet Agropastoral de Ndièye Ndiaye</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Kébémér		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 agroéconomiste, 1 Technicien agricole, 2 animateurs
Nom du Client : <b>Médicos Del Mundo</b>		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 3
Adresse : Grand louga		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission ; 3
Date de démarrage octobre 2007	Date d'achèvement Mai 2008	Valeur approximative des services : 4.600.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b>		
<b>Makhtar NDIAYE</b>		
Descriptif du projet : Mise en place d'une ferme intégrée pour l'amélioration des revenus des populations de NDièye NDiaye et environs		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes de faisabilité du projet</li> <li>- Diagnostic organisationnel des OP du village</li> <li>- Mise en place et formation du comité de gestion</li> <li>- Suivi – Accompagnement (Formation en gestion administrative et financière).</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Formation en Marketing et en gestion de 30 GPF de la Région de Louga</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Conseil Régional de Louga		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 Economiste 1 Spécialiste Marketing
Nom du Client : Conseil Régional de Louga		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 2
Adresse : Grand Louga		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission ; 0,5 (15 jours)
Date de démarrage (mois / année) : Déc 2006	Date d'achèvement (mois / année) : Déc 2006	Valeur approximative des services 1.300.000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b>		
Descriptif du projet : Formation des membres des GPF		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation du séminaire</li> <li>• Formation des membres des GPF</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Etudes de projets et Evaluation des promoteurs pour la caravane des PME à Louga organisée par l'ADEPME et le Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin</b>		Pays : SENEGAL.
Lieu : Louga		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 Economiste, 1 analyste financier
Nom du Client : Chambre de Commerce et d'Industrie d'Agriculture de Louga		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 2
Adresse :		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 2
Date de démarrage février 2008	Date d'achèvement mars 2008	Valeur approximative des services : 2 200 000 FCFA
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés : 2
<b>Nom et fonctions des responsables</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur / Ibrahima KEBE</li> <li>• Les consultants chargés d'affaires</li> </ul>		
Descriptif du projet :		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation des promoteurs et sélection</li> <li>- Etudes de faisabilités des projets</li> <li>- Animation de l'atelier sur les opportunités d'investissements de la région de Louga</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Etudes de faisabilité de Fermes agropastorales dans la zone de Keur Momar Sarr</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Keur Momar Sarr		Personnel spécialisé fourni par votre société / organisme (profils) : 1 Agroéconomiste, 1 Vétérinaire, 1 ingénieur du Génie rural 2 animateurs
Nom du Client : ASPRODEB / AGEP		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 5
Adresse : Point E, Boulevard de l'Est Dakar		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : 3
Date de démarrage (mois / année) : juin 2001	Date d'achèvement (mois / année) : Août 2001	Valeur approximative des services (en FCFA) :
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés : 2
<i>Nom et fonctions des responsables (Directeur / Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</i>		
Descriptif du projet : Mise en place de 3 fermes agropastorales		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes socioéconomiques</li> <li>- Sensibilisation des populations identification des projets</li> <li>- Identifications des groupements porteurs (plus de 60 GIE)</li> <li>- Etudes de faisabilité</li> <li>- Etudes techniques d'exécution</li> </ul>		

Nom de la Société : .....

## B. EXPERIENCE DU CANDIDAT

Services rendus pendant les cinq dernières années  
qui illustrent le mieux vos qualifications

Nom de la Mission : <b>Divers soutiens à plus de 500 Promoteurs privés</b>		Pays : SENEGAL
Lieu : Tout le Sénégal		Personnel spécialisé : Analyste financier Economiste Agroéconomiste Planificateur
Nom du Client : Promoteurs privés		Nombre d'employés ayant participé à la mission : 5
Adresse :		Nombre de mois de travail ; durée de la Mission : activité continue depuis 2001
Date de démarrage (mois / année) : 2001	Date d'achèvement (mois / année) : 2014	Valeur approximative des services (15.000.000 F/an) :
Nom des consultants associés / partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialiste fournis par les consultants associés :
<b>Nom et fonctions des responsables</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur / Ibrahima KEBE</li> <li>• Les consultants chargés d'affaires</li> </ul>		
Descriptif du projet : Etudes de faisabilités de projets des promoteurs privés, dans toutes les localités de la région, y compris en milieu rural et recherche de financement		
Description des services effectivement rendus par votre personnel : C'est une activité constante au niveau du Cabinet. Nous avons plus de 10 clients par mois. Il s'agit le plus souvent de projets inférieurs à 5 millions (FNPI, FAISE, FNPEF, etc.) Des opérateurs économiques font appel à nos services pour des <u>projets d'envergure</u> : Minoterie de Kébémér (300 millions) ; Ferme agropastorale de Kébémér (1,7 milliards), Complexe agroindustriel Miname Expert de Pout (3,2 milliards), Ferme laitière Tanma de Diogo (800 millions), etc. Secteur d'activités : ces projets touchent l'ensemble des secteurs économiques du Sénégal.		

Nom de la Société : .....

## **FORMULAIRE TECHN- 3**

**COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS SUR LES TERMES  
DE REFERENCES, PERSONNEL DE CONTREPARTIE, ET  
PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE CLIENT**

**FORMULAIRE TECHN- 3 : COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS SUR LES TERMES DE REFERENCES, PERSONNEL DE CONTREPARTIE, ET PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE CLIENT**

---

**A. Sur les Termes de Référence**

*(Amélioration proposées aux Termes de Référence, le cas échéant)*

**B. Sur les besoins en personnel de contrepartie et Prestations à fournir par le Client**

*(Commentaires sur le personnel de contrepartie et prestations à fournir par le Client. Par exemple, support administratif, espace bureau, transport locaux, matériel, documents et rapports pertinents, etc., le cas échéants)*

***La mission pourrait intégrer un rapport et un atelier de capitalisation aux termes des prestations***

## FORMULAIRE TECHN- 4

**DESCRIPTION DE L'APPROCHE, LA METHODOLOGIE,  
ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL EN REPONSE AUX  
TERMES DE REFERENCE**

**FORMULAIRE TECHN-- 3 : COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS SUR LES TERMES DE REFERENCES, PERSONNEL DE CONTREPARTIE, ET PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE CLIENT**

---

**A. Sur les Termes de Référence**

*(Amélioration proposées aux Termes de Référence, le cas échéant)*

**B. Sur les besoins en personnel de contrepartie et Prestations à fournir par le Client**

*(Commentaires sur le personnel de contrepartie et prestations à fournir par le Client. Par exemple, support administratif, espace bureau, transport locaux, matériel, documents et rapports pertinents, etc., le cas échéants)*

*La mission pourrait intégrer un rapport et un atelier de capitalisation aux termes des prestations*

**FORMULAIRE TECHN- 4 : DESCRIPTION DE L'APPROCHE, LA  
METHODOLOGIE, ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL EN REPONSE AUX  
TERMES DE REFERENCE**

---

## METHODOLOGIE

1. COMPREHENSION DES TERMES DE REFERENCES
2. RAPPEL SUR LES PTF et les UTA
3. LA ZONE DE L'ETUDE
4. METHODOLOGIE
  - 4.1. PHASE PREPARATOIRE
    - 4.1.1. Réunion de cadrage
    - 4.1.2. Installation et mobilisation
    - 4.1.3. Atelier interne de mise à niveau de l'équipe de l'opérateur
    - 4.1.4. Revue documentaire et Etude du milieu
  - 4.2. INGENIERIE SOCIALE ET ANIMATION ECONOMIQUE
    - 4.2.1. Cadrage institutionnel
    - 4.2.2. Atelier de lancement
    - 4.2.3. Atelier d'habilitation sur le SSE
    - 4.2.4. Campagne IEC et Marketing social
    - 4.2.5. Animation économique et intelligence économique
    - 4.2.6. Visites de prise de contact avec les autorités et partenaires
  - 4.3. ANALYSE DE LA DEMANDE ET CRITERE DE SELECTION
  - 4.4. CONTRACTUALISATION AVEC LE PROJET
  - 4.5. ETUDE DE FAISABILITE PARTICIPATIVE DES PLATEFORMES
  - 4.6. ETUDES DE FAISABILITE DES UTA
  - 4.7. FORMALISATION
  - 4.8. CONTRACUALISATION ENTRE LA PTFM et les UTA
  - 4.9. RECHERCHE DE FINANCEMENT
  - 4.10. ACCOMPAGNEMENT POST FINANCEMENT
    - 4.10.1. Suivi installation : Maîtrise d'œuvre technique
    - 4.10.2. Suivi exploitation
      - 4.10.2.1. Formation
      - 4.10.2.2. Coaching
      - 4.10.2.3. Mise en réseau
      - 4.10.2.4. Chaine de valeurs
  - 4.11. STRATEGIE DE PERENNISATION
  - 4.12. COORDINATION
    - 4.12.1. Planification
    - 4.12.2. Coordinations des activités de terrain
    - 4.12.3. Suivi – évaluation
    - 4.12.4. Plan de Gestion Environnemental et Social du PAPEJF

# 1. COMPREHENSION DES TERMES DE REFERENCES

---

## 1.1. Contexte et Justification

La démographie du Sénégal est caractérisée par un taux de croissance élevé, une population globalement jeune, dominée par les femmes représentant 50,6%. Ainsi, la tranche des personnes en âge d'activité est passée de 52,8% à 53,8% de 2002 à 2011. D'après l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-II), la population potentiellement active est estimée à 9 302 096 personnes en 2011 et le nombre d'actifs à 4 538 360. Ceci donne un taux d'activité de 48,8% contre 50,7% en 2005 soit une baisse de 1,9 point malgré la volonté des autorités publiques de placer l'emploi au cœur de leurs politiques de développement. Ce taux est plus élevé chez les hommes (59,8%) que chez les femmes (39,5%).

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Sénégal a élaboré et adopté, en mars 2010, le deuxième document de mise en œuvre de la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) 2011-2015 qui vise la création de 725 000 emplois modernes à l'horizon 2015. Ce plan s'inscrit, dans la logique de la « Déclaration de Ouagadougou » de 2004 qui invite les pays membres de l'Union Africaine à mettre l'emploi et la lutte contre la pauvreté au centre de leurs politiques de développement.

La Banque Africaine de Développement (BAD) compte accompagner le Sénégal dans son effort pour atteindre l'émergence économique qui repose sur une croissance économique soutenue (7% à 8%) et la réduction de moitié de la pauvreté comme décliné dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté et celui de la Stratégie de Croissance Accélérée (DSRP II et SCA).

C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en œuvre du « Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des jeunes et de Femmes ».

L'accompagnement du PAPEJF des 15 Plateformes Multifonctionnelles adossées à des Unités de Transformation Agro-alimentaires (PTFMI-UTA) va permettre de créer des emplois, de valoriser les productions agricoles et de diversifier et d'accroître les sources de revenus des jeunes et des femmes à travers le développement d'activités de transformation agroalimentaire et artisanales utilisant la force motrice et l'électricité.

Pour mener à bien les activités d'installation des PTFM-UTA et d'accompagnement des micros et petites entreprises autour de celles-ci, le PAPEJF va s'appuyer sur un opérateur pour chacune des zones suivantes :

- Zone 1 : Régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou
- Zone 2 : Régions de Kaolack, Fatick, Thiès et Dakar.

## 1.2. Présentation du PAPEJF

### FICHE SYNOPTIQUE DU PAPEJF

- Objectif sectoriel : contribuer au développement économique du pays en favorisant l'émergence de MPME de jeunes et de femmes principalement dans la chaîne de valeur agricole et celle des services.
- Objectif spécifique : amélioration des opportunités de création d'emplois et de revenus durables au profit des jeunes et des femmes.
- Composantes :
  - **Composante 1 : « Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural et périurbain »** : identification et sélection des projets avec : (i) appui à la formulation de projets et renforcement de capacité ; (ii) renforcement de la formation professionnelle à vocation agro-pastorale par la réhabilitation de 3 centres de formation à Ziguinchor, Thiès et Kaolack ; (iii) construction et renforcement des 15 centres d'incubation d'entreprises et enfin renforcement capacités techniques et managériales des promoteurs, « coaching ».
  - **Composante 2 : « Infrastructures technologiques de soutien aux MPME »** : mise en place d'infrastructures technologiques : (i) 66 fermes agricoles intégrées, (ii) 90 fermes aquacoles, (iii) 15 plateformes multifonctionnelles intégrant des unités de transformation et de conditionnement des produits agricoles et 40 kiosques pour la commercialisation.  
*Il est également prévu de contribuer à la mise en place d'un système d'information sur l'emploi et d'un système d'information sur les marchés.*
  - **Composante 3 : « Mécanisme de financement accessible aux jeunes et aux femmes »** : Mise en place d'un mécanisme permettant de favoriser l'accès des bénéficiaires au financement des institutions financières locales, en s'attaquant notamment aux obstacles majeurs identifiés (taux d'intérêt élevés, garanties et apports personnels exigés).
  - **Composante 4 : « Coordination et Gestion du Projet »** : coordination générale et le suivi de l'exécution du projet (recrutement de personnel, équipement, assistance technique, suivi-évaluation, audit, fonctionnement du Comité de pilotage, etc.)
- Coût total du projet : 23,54 millions d'UC
- Financement : FAD (21,19 millions) et Gouvernement du Sénégal (2,35 millions d'UC).
- Durée : cinq (5) ans
- Objectifs : générer au moins 15 000 emplois durables et décents en milieu rural et périurbain dont 60% de jeunes garçons et filles et 40% de femmes et renforcer les capacités techniques et managériales de 17 000 promoteurs.
- Coordination : une unité de coordination du projet (UCP) basée à Dakar qui s'appuie sur les 05 points focaux régionaux pour plus d'efficacité.

### 1.3. Mandat des opérateurs

Les deux opérateurs seront chargés, sous la supervision de l'UCP et des points focaux :

- d'installer et d'accompagner des Plateformes Multifonctionnelles adossées à des Unités de Transformation Agro-alimentaire et de conditionnement (PTFM-UTA) performants et durables.
- d'assurer l'exécution des activités d'animation économique, l'appui à l'implantation et l'exploitation de 15 PTFM-UTA des produits agricoles, avicoles, aquacoles et halieutiques.

L'opérateur devra également :

- assurer un accompagnement de proximité en s'appuyant sur un personnel clé comprenant un superviseur, un responsable technique et deux conseillers d'entreprises ;
- s'appuyer sur une démarche participative et inclusive pour garantir une bonne appropriation et une pérennisation des réalisations et travailler en synergie avec les autres volets du PAPEJF (aménagement de fermes, centre d'incubation, financement des projets, etc.) et les autres projets et programmes sectoriels (ASER, PEPAM, PN-PTFM, ....) en vue de mettre en place la chaîne de valeurs souhaitée dans le cadre du projet.
- veiller à la mise en œuvre correcte du plan de gestion environnement et social du PAPEJF.
- œuvrer aussi pour assurer la pérennisation des entreprises PTFM-UTA, c'est-à-dire leur fonctionnement durable au delà de la durée de vie du PAPEJF par l'adoption de mécanismes et procédures visant à garantir la qualité des équipements et à assurer leur fonctionnement optimal et la création de conditions permettant de garantir la rentabilisation et le renouvellement des équipements des PTFM et des UTA.

### 1.4. Dispositif

- Disposer d'un siège fonctionnel dans la zone couverte par l'opérateur ;
- Recruter le personnel suivant :
  - 1 superviseur
  - 1 responsable technique
  - 2 conseillers d'entreprise

## 1.5. Contenu des Prestations

Les principales missions à assigner aux opérateurs peuvent être regroupées autour des trois thèmes suivants :

Thèmes	Activités
La maîtrise d'œuvre sociale	<ul style="list-style-type: none"><li>• le développement de l'ingénierie sociale et économique</li><li>• le renforcement des capacités et l'accompagnement des PTFM-UTA à l'autonomie.</li></ul>
la maîtrise d'œuvre technique	<ul style="list-style-type: none"><li>• la réalisation des études techniques préalables</li><li>• la définition des prescriptions techniques pour les équipements à acquérir et des plans et devis pour les constructions de bâtiments des Unités de Transformation agroalimentaires</li><li>• L'élaboration des DAO pour les marchés de travaux des Unités de Transformation agro-alimentaires et des acquisitions des équipements et intrants</li><li>• le suivi technique de l'installation des PTFM-UTA (génie civil, acquisition des équipements, installation, suivi technique, ....)</li></ul>
La promotion et le suivi accompagnement des MPME	<ul style="list-style-type: none"><li>• la promotion de l'entrepreneuriat privé autour de la PTFM-UTA</li><li>• le soutien technique et technologique pour accroître la productivité et la diversification des services des entreprises PTFM</li><li>• l'appui à l'amélioration de l'ergonomie et l'usage de combustibles alternatifs.</li><li>• l'accompagnement commercial des entreprises promues pour un accès à des marchés porteurs et durables et l'accompagnement à la formalisation</li></ul>

Durée des prestations : 24 mois avec des contrats annuels dont le renouvellement se fera après évaluation satisfaisante des performances réalisées.

Les produits attendus des opérateurs sont :

- la mise en place progressive sur les 24 mois de 15 entreprises plates-formes multifonctionnelles, propriétés des groupements féminins /et ou privés et gérées par elles/eux dans la zone du projet et de 15 Unités de Transformation agro-alimentaires qui sont repartis ainsi :
  - Lot 01 : Régions de Kaolack, Fatick, Thiès et Banlieue Dakar : 08 PTFM-UTA
  - Lot 02 : Régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou : 07 PTFM-07 UTA
- l'autonomisation organisationnelle, technique et financière des PTFM-UTA mises en place

Les opérateurs rendront compte au PAPEJF tout au long des différentes phases d'installation des 15 PTFM et UTA (installation, collecte et traitement des informations, confection des rapports trimestriels, etc.).

## 2. RAPPEL SUR LES PTF ET LA TRANSFORMATION DES PRODUITS

### 2.1. La plateforme multifonctionnelle

Grâce à ses multiples fonctions permettant de développer des activités à la fois productives et génératrices de revenus, la plate-forme multifonctionnelle apparaît comme un formidable outil de développement du monde rural.

Composition : Moteur et module

La plate-forme est un ensemble d'équipements qui fournit du service énergétique aux populations, pour leur permettre d'utiliser la force motrice pour transformer les produits agricoles : mouture de céréales, décortiquage du riz, etc. ; cet équipement est composé d'un moteur et de modules.

Avec la plate-forme munie d'un alternateur, on peut également produire de l'électricité pour fournir des services publics locaux :

- mini-réseaux d'éclairage pour éclairer les services sociaux dans les villages. Elle permet aussi à des initiatives privées de se développer grâce à l'électricité à travers l'éclairage de marchés, de boutiques, d'activités nocturnes, etc. Et cela, en plus de pouvoir fournir de l'eau chaude aux maternités ou de réfrigérer les produits médicaux.
- mini-réseaux d'adduction d'eau potable, pour permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable et aux femmes d'alléger leurs charges.

#### Exemple de description technique d'une PTFM

##### Equipement de base

- Le châssis et les rails sur lesquels sont fixés le moteur et les modules
- Le moteur diesel
- Un alternateur, générateur d'énergie électrique

##### Modules UTA

- Concasseuse,
- Moulin à céréales,
- Décortiqueuse
- Torréfacteur
- Pasteurisateur
- Séchoir
- Rappeuse de tubercules
- Etc.

##### Modules divers (Artisanat)

- Scie électrique
- Poste à souder (vélos, charrettes...)
- Chargeur de batteries,
- Atelier de couture

##### Services publics locaux

- Mini réseaux d'adduction d'eau potable
- Mini réseaux d'électricité

Effets atte

- Allégement des corvées quotidiennes des femmes (eau, pilage, mouture, bois, etc.).
- Maintien et création d'activités économiques dans les villages.
- Lutte contre l'exode rural des jeunes et des femmes.
- Diversification des activités et création de nouveaux revenus pour les femmes (valorisation et commercialisation des produits alimentaires, etc.).
- Incitation à l'investissement productif dans les zones rurales (présence de l'électricité).
- Augmentation de la production et de la productivité du travail
- Amélioration des performances scolaires des filles
- Amélioration de la qualité de vie
- Amélioration de l'état sanitaire
- Acquisition de compétences techniques
- contribution au développement économique local.
- Amélioration des conditions de vie et d'hygiène dans les villages.
- Meilleur attrait pour la vie au village pour les agents de l'enseignement et de la santé.

## **2.2. Plateforme multifonctionnelle et OMD**

La large gamme de possibilités qu'offre la plateforme lui confère son caractère de multifonctionnalité et de moteur du développement. Ainsi les PTF contribuent à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

### **Objectif 1: Eradiquer la faim et la pauvreté extrême**

- Augmentation et diversification des revenus des femmes par l'augmentation de la productivité dans la transformation agricole grâce aux services d'énergie des PTF. Plus de temps et d'énergie seront disponibles pour les activités génératrices de revenu.
- Augmentation et diversification du revenu à travers les raisons ci-dessus mentionnées et à travers une plus grande productivité avec l'usage directe des services de PTF
- Une production alimentaire plus élevée et diversifiée à travers la réallocation de l'énergie et du temps gagné par les femmes et les filles dans leurs différentes activités quotidiennes relatives à la préparation des aliments.
- Un revenu pour pouvoir payer de la nourriture dans les endroits en déficit alimentaire.

### **Objectif 2: Parvenir à une éducation primaire universelle.**

- Augmenter la fréquentation scolaire à travers les services d'énergie des PTF qui se substitue à la main-d'œuvre infantine.
- Les services d'énergie des PTF augmentent le revenu des femmes particulièrement pour couvrir les coûts de la scolarisation (en lien avec l'objectif 1).

### **Objectif 3: Promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes**

Les services d'énergie de PTF avec un potentiel d'impact relativement positif sur l'éducation des filles à travers les voies suivantes :

- Une grande réduction de la main d'œuvre des filles, étant donné que les services des PTF visent en premier lieu les activités des filles.
- Augmentation du revenu des femmes qui lui permet à accorder plus d'attention aux dépenses liées à l'éducation des enfants et en particulier des filles.
- Les femmes dirigeant les PTF ont une plus grande prise de conscience de l'analphabétisme et des options existantes
- Une fréquentation et une performance relativement plus élevées pour les filles, comme étant le résultat de la réduction du temps de la main d'œuvre impayée, ce qui augmentera leur chance d'atteindre le niveau de l'éducation primaire.
- Augmentation du rôle des femmes en tant que propriétaires et directrices d'entreprises PTF, et surtout au niveau des instances de prises de décisions.
- Plus de temps pour le repos, la récupération physique et mentale, qui sont essentiels pour l'apprentissage d'activités. Ces avantages sont renforcés par la fourniture d'éclairage par les PTF

### **Objectif 7: Assurer un environnement durable**

L'utilisation finale de l'équipement des PTF - la pompe électrique - peut être utilisée pour se substituer à la collection ardue et intensive, au transport, au traitement, et à la distribution de l'eau à partir des puits assurant aussi une meilleure qualité de l'eau de boisson.

## **2.3. Les Projets de PTFM au Sénégal**

### **✓ Le Programme National des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté (PN-PTFM)**

Le Programme National de Plateformes Multifonctionnelles (PN-PTFM), financé par le PNUD et le Gouvernement du Sénégal, s'inscrit dans le cadre des objectifs du DSRP II, notamment par une contribution significative à ses axes 1 et 2 relatifs, respectivement, à la création de richesses pour une croissance pro pauvre et à l'accélération de la promotion de l'accès aux Services Sociaux de Base.

#### **Objectif général**

Le PN-PTFM a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural par un accroissement de l'accès à des services énergétiques de base, décentralisés, abordables et durables fournis par la PTFM pour des usages productifs et sociaux au sein des Communautés rurales.

#### **Objectifs spécifiques :**

Le Programme poursuit, au plan opérationnel, les objectifs suivants :

- Accroissement et diversification des usages productifs générateurs de revenus pour les populations rurales dans les filières ciblées, grâce à la fourniture de services énergétiques par la PTFM ;
- Développement des usages sociaux grâce à la fourniture de services énergétiques en vue d'accélérer l'accès des populations rurales aux SSB ;
- Renforcement des capacités de gestion au niveau de tous les bénéficiaires et des collectivités locales (ARD, Communautés rurales, Villages, etc.), en vue d'assurer la pérennisation des interventions du Programme.

✓ **Autres projets**

D'autres projets, notamment avec l'appui du PNUD, ont contribué à l'implantation de plateformes multifonctionnelles au Sénégal :

- Le PADMIR : Départements de Kébémér et de Kaffrine.
- Le MVP (Le Projet des Villages du Millénaire) dans la Communauté rurale de Léona (département de Louga).
- Le GRDR dans la région naturelle de la Casamance
- Etc.

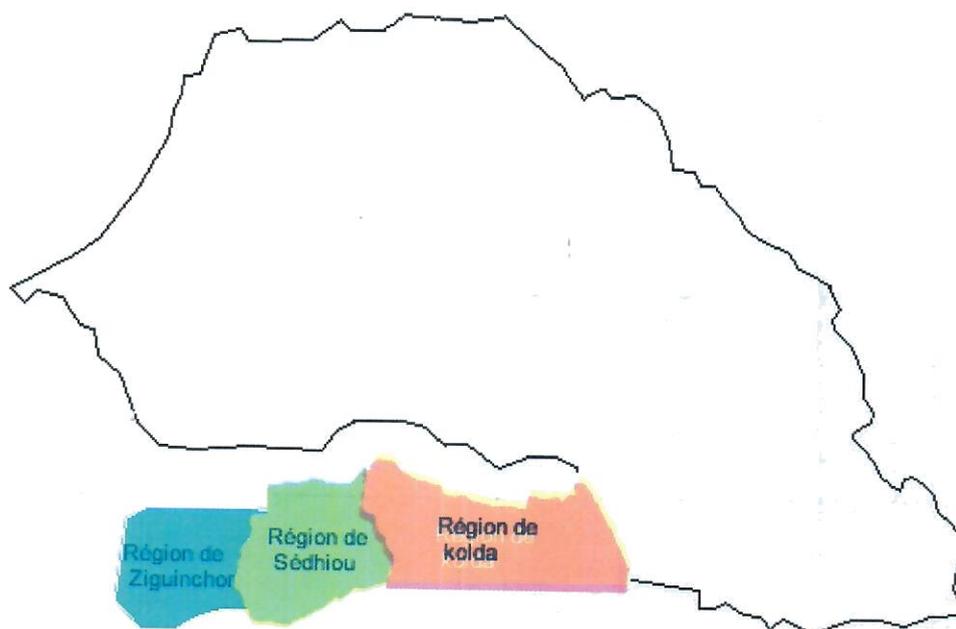
#### **2.4. Les plateformes multifonctionnelles adossées à des unités de transformation agroalimentaires et de conditionnement**

Dans le cadre de cette mission, il s'agira de promouvoir la création de petites entreprises agroalimentaires (modules) autour des plateformes afin de créer de véritables pôles de développement économique dans les villages retenus. Cela permettra d'améliorer les revenus des ménages à travers la création d'emplois durables.

### 3. LA ZONE DES PRESTATIONS

---

Les prestations de l'Opérateur couvrent les régions de Ziguinchor, de Sédhiou et de Kolda, c'est-à-dire la région naturelle de la Casamance.



---

La région présente des potentialités importantes dans le secteur primaire :

- Agriculture : agriculture pluviale riziculture, maraîchage, arboriculture fruitière
- Elevage : production de viande et de lait (ceinture laitière dans la région de Kolda)
- Pêche : la pêche maritime et continentale, l'aquaculture, l'ostréiculture
- la foresterie : bois de chauffe et bois d'œuvre ainsi que fruits forestiers de cueillette (madd, toll, bouye, ditakh, etc.)

Malgré que cette zone regorge d'énormes potentialités économiques, elles ne profitent pas assez aux populations. Ce qui se traduit par le niveau de pauvreté élevé qui affecte les ménages.

Parmi les contraintes, on peut relever la rareté des infrastructures de conservation et de transformation des produits agricoles. Cela se traduit par des pertes post récoltes importantes et un prix de commercialisation non rémunérateur. Cette situation avait été dénoncée par l'agronome René Dumont :

#### Paradoxe

« Les pays pauvres produisent le moins et perdent le plus »

René DUMONT

## QUELQUES OPPORTUNITES DE TRANSFORMATION EN CASAMANCE

Place de la Casamance dans la production nationale pour les principales filières ciblées :

- 70% miel
- 90% noix d'anacarde
- + 50% mangue et banane
- quasi-totalité des fruits forestiers

### Les produits forestiers de cueillette

Produits	Produits transformés
Bouye	Poudre – café de bouye
Ditakh	Sirop – marmelade - jus
Gingembre	Sirop – pastille - jus
Madd	Sirop – conserve – jus -confiture
Tamarin	Sirop - jus
Toll	Conserve – confiture – sirop – jus
Anacarde	Noix de cajou – jus de cajou

### Les produits fruitiers

Produits	Produits transformés
Mangue	Confiture – jus – marmelade – mangue séchée – tranche en sirop
Agrumes	Confiture – jus – marmelade

### Les produits d'élevage

Produits	Produits transformés
Miel	Miel raffiné - cire
Lait	Lait pasteurisé – lait caillé – fromage - beurre

### Les produits céréaliers

Produits	Produits transformés
Mil	Farine, couscous, araw, sankal, thiacyr, farine infantile ou aliments de sevrage
Mais	Farine, brisure de maïs, semoule, biscuits, pain

### Les produits de la pêche

Produits	Produits transformés
Poissons	Conservations au frais Poissons séchées, salées ou fumées Farine de poisson
Crevettes et autres crustacés	Conservations au frais Séchage,

## 4. METHODOLOGIE

---

Processus visant à rendre opérationnelle une plate-forme

Les différents niveaux d'intervention ainsi que les stratégies et modalités d'intervention doivent être articulés dans un processus qui mène à la concrétisation d'une PTF opérationnelle dans un laps de temps déterminé.

La mise à jour de la problématique de développement dans le village, notamment à travers la requête par une association des femmes pour l'acquisition d'une PTF. Cette mise à jour s'approfondit par la confirmation de la requête après l'analyse des informations préliminaires sur le produit PTF et sur le village et par la réalisation d'une étude de faisabilité.

La mise en route. La prochaine étape utilise les résultats de l'étude de faisabilité pour définir les objectifs et les résultats et pour conclure un contrat de collaboration entre le projet PTF et les clients avec pour cible, une PTF qui fonctionne selon les critères d'opération visant à atteindre ces objectifs et résultats. Cette phase crée les conditions de mise en route d'une PTF dans le village en question.

La mise en service. Une fois les ressources financières disponibles, la prochaine phase est celle de la mise en service de la PTF sur le plan physique et organisationnel, de la mise en réseau et du renforcement des ressources et des compétences humaines.

La mise à niveau opérationnelle. Cette étape se distingue de la précédente par un appui déjà dégressif, car les clientes PTF commencent à agir sans appui continu et progressent vers une PTF opérationnelle d'ici une deuxième assemblée annuelle.

La mise en valeur de la rentabilité technique, sociale et économique. Cette étape marque la fin du contrat et la réalisation de la cible : la rentabilité de la PTF selon les critères d'opération.

Les activités de l'opérateur tourneront autour de points suivants :

- Préparation de la mission : réunion de cadrage, revue documentaire,
- Phase avant financement
  - o La maîtrise d'œuvre sociale: mobilisation sociale, animation économique, stratégie de pérennisation, communication sociale, etc.
  - o Les Etudes de faisabilité participatives pour l'installation de plateformes multifonctionnelles, et les études de faisabilité des UTA
  - o L'appui à la mobilisation du financement
- Phase post financement
  - o la maîtrise d'œuvre technique : APS – APD – DAO -passation des marchés, suivi contrôle des travaux et des acquisitions d'équipements, etc.
  - o Le renforcement des capacités managériales et techniques des acteurs
- La démarche de pérennisation
- Suivi-évaluation et rapportage

## 4.1. PHASE PREPARATOIRE

### 4.1.1. Réunion de cadrage avec l'équipe de référence du PAPEJF

Elle aura lieu au cours des premiers jours de la mission dès réception de l'ordre de démarrage de la prestation. Elle réunira l'équipe du ~~FONGIP~~ <sup>PAPEJF</sup> avec l'équipe de coordination de l'opérateur prestataire (Coordonnateur et superviseurs).

Cette réunion de cadrage a pour objectifs spécifiques de :

- partager les objectifs et résultats attendus de la prestation en vue d'avoir une vision commune par rapport aux attentes du projet
- Réfléchir sur les modalités d'exécution du contrat ;
- S'approprier les procédures administratives et financières dans le cadre de cette mission
- Présenter et faire valider la méthodologie et le calendrier proposés par le Cabinet ;
- Prendre connaissance de la documentation existante ;
- Prendre connaissance du groupement féminin porteur du projet;
- Discuter des critères de sélection (ciblage) ;
- S'entendre sur les modalités pratiques, les rôles et responsabilités de chaque acteur (PAPEJF, Cabinet CETIDE, Autorités locales, bénéficiaires et autres acteurs).
- Etc.

### 4.1.2. Mise en place du dispositif d'appui

Installation des bureaux : Le cabinet ouvrira un bureau fonctionnel à Ziguinchor pour un accompagnement de proximité.

Mobilisation du personnel : il s'agit du personnel clé et du personnel d'appui.

NB : Selon les besoins de la mission d'autres personnes ressources ou d'autres structures pourraient être mises à contribution tout au long du processus d'accompagnement des porteurs de projet.

Les équipements :

- matériel et mobiliers de bureau,
- 1 véhicule 4 x 4
- 2 motos pour faciliter aux deux conseillers leur mobilité et leur présence sur le terrain

### 4.1.3. Atelier interne de mise à niveau de l'équipe du Cabinet

Pour rendre très vite opérationnel notre dispositif d'accompagnement juste après la mobilisation de l'équipe, d'organiser un atelier de partage sur le projet.

Objectifs :

- Présentation du projet
- Présentation des termes de références et les résultats attendus
- Partager la méthodologie
- Fixer les rôles et responsabilités de chaque membre de l'équipe
- Etc.

#### **4.1.4. Revue documentaire et étude du milieu**

- Documents disponibles au niveau du PAPEJF ;
- Documents disponibles au niveau des services techniques locaux (ARD, Services Départementaux du Développement Communautaire, Direction Régionale de l'Agriculture, Direction Régionale de la statistique, Chambres consulaires, etc.) ;
- Projets et ONG (PADEC – GRDR – ANA – ANIDA, etc.)
- Réseaux d'Associations
- PRDI : Plans Régionaux de Développement Intégré
- Plans locaux de développement des Communautés Rurales et Communes concernées.
- Etudes sur les filières porteuses et autres activités menées au niveau de la zone (études sur les filières : céréales locales, fruits et légumes, lait, élevage, pêche et aquaculture, etc.)
- Analyse des chaînes de valeurs

#### **Etude du milieu**

- Présentation du milieu physique
- Elaboration du répertoire des organismes financiers
- Identifications des principaux acteurs publics ou privés pouvant intéresser le programme.
- Etudes des opportunités d'investissements dans la zone
- Etc.

## **4.2. LE VOLET INGENIERIE SOCIALE**

Ce premier volet du projet concerne l'ensemble des activités favorisant la participation et l'appropriation du projet par les acteurs. Il renferme des activités transversales aux différentes missions du programme. Il s'agit de toutes les activités d'animation et de concertation pour l'implication des parties prenantes. La mise en œuvre d'un plan de communication élaboré vise à rendre plus cohérent les activités d'IEC / marketing social, la communication institutionnelle du programme par rapport aux besoins exprimés des populations bénéficiaires. Ces différentes activités se subdivisent en plusieurs groupes d'activités : le cadrage institutionnel, le diagnostic participatif et la campagne d'IEC /Marketing Social/Formation, etc.

### **4.2.1. Le cadrage institutionnel**

#### **4.2.1.1. L'analyse des parties prenantes**

L'analyse des parties prenantes vise à identifier toutes les personnes, groupes et institutions qui peuvent avoir un intérêt dans un projet et prendre des actions pour gérer leurs intérêts et leurs attentes afin que le projet fonctionne aussi bien que possible.

Cette analyse a besoin d'être réalisée au début du projet pour que tous les risques et communications requises puissent être inclus dans le plan d'action du projet. À cet égard, l'analyse des parties prenantes est étroitement liée avec la gestion des changements et la gestion des risques. Des organisations et personnes de niveaux différents ont des motivations, des attentes et des intérêts différents. Le management projet contemporain considère non seulement les besoins du client et de

l'organisation, mais regarde aussi la manière dont il impacte la société dans son ensemble. Les considérations environnementales en sont un exemple classique.

- Identification des parties prenantes

L'identification et l'analyse des parties prenantes sont réalisées au mieux à l'aide des techniques de brainstorming. Ce processus est généralement effectué sous forme d'atelier, avec les représentants des participants clés du projet.

- Collecte d'informations

Il y a trois façons principales d'obtenir des informations sur les besoins des parties prenantes. Lesquelles utiliser dépend des ressources disponibles et de l'importance ou du niveau de la partie prenante. Il y a les enquêtes, les entretiens et les « focus group ».

- Évaluation de Parties prenantes

Après l'identification des parties prenantes et leurs motivations, on déterminera l'effort à allouer pour traiter leurs besoins. Cela dépend de leur niveau d'intérêt et leur capacité à influencer sur les résultats du projet.

La grille intérêt/pouvoir est un outil utile. Chaque partie prenante ou groupe d'entre elles sera positionné sur la grille et les actions appropriées seront prises.

- Stratégies de Communication avec les parties prenantes

La finalité d'une analyse des parties prenantes est un plan de communication qui est une partie du plan complet de projet.

Effort de communication, mode et fréquence dépendent du coût et du niveau d'influence de la partie prenante. Certains exigeront des nouvelles simples et peu fréquentes, d'autres exigeront des communications régulières, détaillées et fréquentes.

Les informations devront être sélectionnées pour communiquer efficacement et informer suffisamment des groupes de partie prenante différents. Les outils et canaux de communication peuvent inclure:

- Rencontres formelles : Avec les parties prenantes puissantes
- Rencontres informelles : Avec les personnes intéressées
- Lettres d'information : envoyées par courrier électronique ou imprimées
- Site Web : Des mises à jour régulières d'informations sur le projet en « self-service »
- Briefings individuels : Pour ceux qui ont plus d'intérêt et sont prêts à y assister
- Forums publics : Plus approprié quand il y a des parties prenantes communautaires
- Communiqués de presse : Rapport sur le passage de jalons significatifs du projet
- Publicités et envois par la poste : Journaux, magazines, panneaux d'affichage
- Etc.

#### **4.2.2. Atelier de lancement**

Les activités du volet Ingénierie sociale sur le terrain commenceront par l'organisation des journées d'informations générales ou lancement officiel du processus au niveau des différents sous-secteurs homogènes du cadre d'intervention.

C'est une étape essentielle pour l'information, le partage et l'appropriation du projet par l'ensemble des acteurs : objectifs, cibles, mode d'intervention, critères de sélection (ciblage), activités, impacts et résultats attendus, etc.

L'atelier permettra également de présenter l'opérateur aux acteurs régionaux (ARD, services techniques, bénéficiaires et autres partenaires de mise en œuvre). Les missions de l'opérateur en lien avec les rôles et responsabilités des autres acteurs seront explicitées en vue d'une intervention coordonnée et de la promotion des synergies d'action.

#### **4.2.3. Atelier d'habilitation sur le système de suivi-évaluation et les outils de collecte de données :**

Il s'agit de partager le système de suivi évaluation et les outils de collecte de données avec l'ensemble des acteurs ayant une responsabilité dans la collecte, l'analyse ou la diffusion des données de suivi-évaluation.

#### **4.2.4. La campagne d'IEC/Marketing social**

##### 4.2.4.1. Elaboration d'un plan de communication :

La définition d'une bonne stratégie de communication doit croiser plusieurs aspects dont une bonne connaissance du milieu (repérage des zones de cohérence et zoning), construction des relations entre toutes les personnes et organes impliqués et définition des modalités. C'est une phase très importante pour la compréhension des enjeux de la participation au processus de mise en œuvre du Projet, dans toutes ses phases (Etat des lieux, mobilisation, capacitation). Le changement attendu dépend pour l'essentiel d'une stratégie d'intermédiation qui se construit sur la base d'une bonne négociation entre les dispositions du projet et les attentes des familles d'acteurs.

De même les canaux de communication les plus pertinents seront identifiés et les supports élaborés afin de bien réussir la stratégie d'intermédiation (Radios, Forum, Affiches ; Boîtes à images)

##### 4.2.4.2. Mise en œuvre des activités d'information sensibilisation :

Toute la stratégie d'intermédiation se fonde sur ces séances de sensibilisation et d'information au niveau des zones. Les séances de sensibilisation constituent un espace de dialogue entre les partenaires et les acteurs locaux et institutionnels par le biais de la facilitation du maître d'ouvrage délégué en intermédiation sociale.

L'information et la sensibilisation des parties prenantes constituent donc un moment privilégié de partage de l'ensemble des dispositions du projet et de l'ensemble de ses composantes. La démarche participative va sous-tendre tout le processus. En outre, les principes de participation et de partenariat, seront mis en exergue tout au long de cette étape et permettront de spécifier les niveaux de responsabilité et de prise en charge des différents acteurs impliqués dans le processus pour en assurer un bon ancrage. Ces activités auront pour objectif de faciliter une adhésion effective des ayants droits dans la mise en œuvre du programme dans ses différentes dispositions et favoriser un changement de comportement réel fondé sur la promotion d'une culture Plateforme

Multifonctionnelle et de l'UTA. Elles sont indispensables à plus d'un titre, en ce sens qu'elles permettront aux acteurs de prendre conscience de l'intérêt collectif.

Le caractère participatif de cette démarche concertée qui se base sur une analyse des intérêts et des « points de vue » de toutes les catégories d'acteurs, permettra ainsi de révéler les préoccupations liées à différentes échelles de symboliques. C'est un élément indispensable de changement d'attitude quant à l'utilisation de la Plateformes Multifonctionnelles et de l'UTA pour la lutte contre la pauvreté.

Les espaces d'information et de sensibilisation doivent permettre une bonne prise en charge de l'ensemble de ces questions par une stratégie d'orientation, d'écoute et d'appui conseil.

#### **4.2.5. Animation économique et intelligence économique**

Elle permet de créer des synergies inter-acteurs pour la promotion d'un développement économique durable, grâce à une approche multifonctionnelle, multi-acteurs et multi-niveaux, grâce aussi à des dynamiques partenariales. La fonction d'animation économique, offre une plus forte implication des acteurs.

L'intelligence économique désigne un ensemble coordonné d'actions de collecte de production et de distribution d'informations, qui seront utiles aux acteurs économiques pour prendre les décisions pertinentes et conduire efficacement leurs stratégies individuelles et collectives.

À travers des méthodes d'analyse de bases de données, de benchmarking, de management des connaissances, de veille technologique et commerciale, il va s'agir de repérer les opportunités, avantages comparatifs et conditions qui peuvent permettre au secteur privé de rester gagnant en jouant le coup d'avance. Aujourd'hui, pour survivre et progresser, toutes les entreprises ont besoin de ces techniques d'anticipation, qui leur permettent de saisir les opportunités, de nouer les alliances adéquates et de se protéger des menaces.

Face au déficit d'information dont souffre généralement le secteur privé dans les pays en développement, l'ambition de cette approche est de susciter une articulation dynamique entre les communautés d'acteurs économiques et les réseaux de savoir qui disposent d'une intelligence sur les marchés et sur les techniques (Bases de données).

L'enjeu est de taille. Car, paradoxalement, la mondialisation des économies et des échanges conduit à se recentrer sur les territoires et à consolider ses propres forces dans un contexte de proximité. À ce niveau local, il s'agit donc d'inventer des méthodes qui permettent de promouvoir conjointement la compétitivité de l'environnement local et la compétitivité des entreprises installées localement.

#### Objectifs :

- promouvoir auprès de ses membres de nouveaux modes d'organisation du secteur privé et de régulation de l'activité économique privilégiant autant la coopération que la concurrence.
- promouvoir la thématique du développement des grappes d'entreprises.
- introduire les notions de base sur ce mode d'organisation locale des MPME et ses méthodes d'animation
- examiner les apports possibles en matière d'intelligence stratégique et les modalités selon lesquelles les organisations d'entreprise peuvent s'approprier les outils d'information économique.

Ces éléments permettront :

- d'organiser les relations et collaborations : Échanges entre acteurs et partenaires pour la construction de synergies et la promotion des réseaux d'entreprises
- de formuler la stratégie commune : Diagnostic participatif ; Analyse de la chaîne de valeur ; Stratégie et plan d'action
- d'exécuter les projets collectifs : Formulation et financement des projets ; Conduite des projets ; Suivi évaluation

Une attention particulière sera accordée au développement des synergies et du partenariat

- Avec les autres volets du PAPEJF
  - parcelles irriguées (le cabinet, dans son volet génie rural, a eu à travailler avec L'ANIDA et l'ISRA pour la mise en place de périmètre irriguées, notamment dans la région de Kaolack.
  - Institution de microfinance,
  - centre d'incubation, etc.
- Avec d'autres programmes
  - ASER
  - ADEPME
  - ANIDA
  - FONGIP
  - PN-PTFM
  - PADEC
  - GRDR
  - Etc.

#### **4.2.6. Visites de prise de contact avec les parties prenantes**

Dans le cadre de l'animation économique et de la dynamique de partenariat, un programme de visite sera mis en œuvre pour rencontrer

- Les autorités locales
- Les services techniques déconcentrés
- Les organismes consulaires
- Les Projets et ONG
- Les organisations de producteurs

#### Les prestataires et partenaires

Pour certains besoins spécifiques, L'Opérateur devra mettre en relation l'entrepreneur avec les principaux prestataires de services professionnels compétents tels que les centres de formation, les spécialistes en marketing, les conseillers juridiques, les notaires, les organisateurs de foires commerciales, les chambres de commerce, etc. Ainsi, les autres acteurs sont les suivants :

- *L'accompagnement public* : APIX, ADEPME, ITA, ASEPEX, Les Centres de Formation professionnel (Ex CRETEF, Lycée Technique, ...) etc.
- *L'accompagnement privé* : bureau d'études, architectes, expert comptable, conseiller juridique, conseiller fiscal, agence de marketing, etc.
- *Les collectivités locales et l'ARD*
- *Les services techniques déconcentrés* : Direction Agriculture, Elevage, Statistique, Pêche, Développement Communautaire, etc.
- *Les chambres consulaires et les organisations professionnelles* : Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (Centre de Gestion Agrée : CGA), Chambre des Métiers, Associations d'Éleveurs, Cadres Locaux de Concertations des Organisations de Producteurs (CLCOP), etc.
- *Les Projets et ONG (ANIDA – GRDR – PADEC)*

### 4.3. RECEPTION DES DEMANDES ET SELECTION

Les activités d'IEC vont aboutir à la formulation de demande en provenance des groupements villageois ou de promoteurs privés.

Le village, par l'intermédiaire d'un groupement ou un privé peut formuler une demande par écrit auprès de l'opérateur qui sera examiné en collaboration avec le point focal du PAPEJF. Si le demandeur satisfait aux critères préalablement définis, on procède à une pré-étude basée sur un diagnostic rapide sur les informations de base.

- Collecte de données sur le village candidat par l'intermédiaire du groupement villageois (données géographiques, démographiques, économiques, etc.)
- Un diagnostic participatif villageois : sensibilisation, diagnostic avec les outils MARP et l'analyse FFOM, etc.

#### **Le Diagnostic participatif :**

La mise en œuvre des activités du projet dépendra essentiellement du diagnostic participatif sur l'état des lieux : Il s'agira de faire une étude du milieu exhaustive qui s'articule sur trois aspects principaux :

- Les opportunités économiques locales
- La dynamique organisationnelle locale
- Les pratiques et le niveau de connaissance en matière de gestion de PTFM et UTA

Cette activité permettra de procéder, dans toutes les localités retenues à l'élaboration d'une situation référentielle exhaustive sur la pratique de la gestion de PTFM et UTA. Ces études et recherches, seront basées sur des indicateurs sur l'état des infrastructures de transformation, les attitudes et comportements alimentaire, le niveau de connaissances des acteurs impliqués et dresseront un état des lieux du cadre de vie global des populations. Des outils participatifs (enquêtes, interviews, focus groupes, etc.) seront utilisés tout au long de cette étape.

- Sélection des villages selon des critères objectifs et partagés :
  - Position géographique
  - Taille du village
  - Désenclavement
  - Eloignement de la localité par rapport au réseau électrique conventionnel
  - Revenus
  - Opportunités et contraintes sur le plan économique
  - Importance des besoins en transformation et forte demande des services énergétiques
  - Fortes disponibilité de produits agricoles
  - Dynamique organisationnelle et degré de cohésion sociale
  - Motivation des demandeurs
  - Engagement à contribuer à l'acquisition de la PTF
  - Etc.

#### 4.4. CONTRACTUALISATION AVEC LE PAPEJF

L'établissement participatif d'un contrat d'objectifs à l'issue d'un processus de négociation est important dans une optique de responsabilisation mutuelle.

C'est à partir de ce moment que se formaliseront les conditions de collaboration des différentes familles d'acteurs dans la gestion autour la plate forme.

Les conditions d'accès seront définis (niveau de participation, etc.)

## **4.5. ETUDE DE FAISABILITE PARTICIPATIVE DE LA PLATEFORME (EFP)**

Il s'agit à la fois de faire les études de faisabilité participatives pour l'installation de la PTFM qui seront adossées à des unités de transformation agroalimentaires (pôle de développement) et identifier les mesures d'accompagnement nécessaires concernant l'amélioration de l'accès au crédit et le renforcement de l'animation économique dans la localité. Les outils MARP, PIPO (Planification des Intervention Par Objectifs) et autres outils de diagnostic des filières porteuses tels que le FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) seront utilisés par le cabinet. Les rapports d'études seront restitués et validés devant les différentes parties prenantes (en plus des restitutions partielles).

### **4.5.1. Conception et choix des outils**

Le choix des outils est généralement fonction des informations qui sont recherchées. En effet, un outil met l'accent plus sur un aspect donné que sur un autre. Ainsi, un certain nombre d'outils MARP (les plus à même de fournir les informations) seront utilisés par le cabinet afin de disposer de la situation de référence concernant les ressources dont dispose le village et le groupement ainsi que les atouts et les faiblesses. Une enquête ménage également en vue de déterminer les revenus du ménage, les charges et postes de dépenses conditionneront le choix des outils. Suite à l'établissement de la situation de référence par un processus d'apprentissage intensif, itératif et rapide, orienté pour connaître ces situations spécifiques, des projets structurants et générateurs de revenus seront identifiés et la mise en œuvre planifiées avec l'implication des populations bénéficiaires.

#### ▪ Outils à utiliser

De ce qui précède, les outils suivants seront utilisés :

- Le profil historique :
- Le diagramme de Venn :
- Les entretiens (individuels et collectifs)
- Le témoignage :
- Les données secondaires:
- Les entretiens semi-structurés:
- Les cartes (carte sociale, carte des ressources, carte de terroir) :
- Les « transects »:
- Les calendriers saisonniers
- Les techniques de classement:

En ce qui concerne les filières, l'outil FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) sera utilisé pour diagnostiquer les filières les plus porteuses au niveau de la zone.

#### ▪ Mise en œuvre

Le cabinet utilisera tous ces outils et techniques pour remplir le document journalier (carnet de bord) qui sert de référence pour la planification, ainsi qu'un guide des objectifs et des

hypothèses fondamentales de la recherche. Un programme des visites, des entretiens et des réunions à animer, en étroite concertation avec les populations sera établi par le cabinet.

A la fin de chaque journée, l'équipe organisera une réunion d'échange qui permettra de se donner une idée sur les questions, les conclusions possibles et les écarts à corriger. Cette réunion permettra aussi de peaufiner les outils et d'en développer d'autres, si c'est nécessaire.

Après l'achèvement du processus d'enquête, la première réunion de synthèse sera tenue avec les différents OCB et autres autorités locales et leurs avis seront recueillis et intégrés le cas échéant.

Aussi, en vue d'assurer une bonne qualité de l'information, au moins trois points de vue seront pris en compte pour un même problème. Il s'agit de la composition de l'équipe de chercheurs, les outils qui seront utilisés et les unités d'analyse.

Le cabinet mettra l'accent sur l'équité dans la composition de l'équipe de chercheurs : multidisciplinarité (sortant ENEA, économiste). Pondération par genre (homme / femme). Les outils seront simples, adaptés et partagés. Il s'agit des outils transects, cartographies, l'arbre à problèmes, etc. Les unités d'analyse aussi seront diversifiées (Groupes / individus, Homme / femme, Jeunes / personnes âgées, Leaders / non-leaders, les différentes couches économiques, locaux / immigrants et enfin les différentes activités économiques.)

#### **4.5.2. Etudes de faisabilité participative pour l'installation de la PTFM**

Pour les études de faisabilité participatives (EFP), le cabinet effectuera les actions suivantes :

- Diagnostiques : faire le diagnostic socio économique dans le village et le diagnostic du Groupement de Promotion Féminin porteur du projet,
- Evaluations : évaluer techniquement la nature des investissements, le choix des modules (types et caractéristiques techniques) et emplacement de la PTFM, organisation de l'exploitation, et enfin le coût des investissements, évaluer financièrement le projet PTFM (comptes d'exploitation pluriannuel et taux de rentabilité) suivant le **Business Model du PN-PTFM**,
- Elaboration de plan d'actions : élaborer et faire valider le plan d'actions en Assemblée générale à la fin de l'étude, dans le village.

Les EFP constituent un outil de décision essentiel pour l'installation d'une plate-forme. En effet, au-delà des informations d'ordres socio-économiques et démographiques sur le village, l'établissement du compte d'exploitation prévisionnel de la plate-forme dont l'un des indicateurs constitutifs est le nombre de clients escomptés, la capacité de faire face quotidiennement aux dépenses liées à l'utilisation de ces différents services qui aussi est fonction des revenus monétaires générés à partir des activités extra-familiales (des femmes ou de leurs maris) est capital pour la viabilité de la PTFM.

Le cabinet s'efforcera d'établir les paramètres liés au fonctionnement et à la maintenance de la plate-forme (consommation du gasoil, des huiles et des coûts de maintenance prévisionnelle) par rapport aux revenus des femmes et des autres membres de la collectivité demandeur de services relatif à la PTFM.

Une telle approche permettrait d'apporter des éléments de réponses aux questions relatives au comportement des clients en cas de hausse des prix du gasoil et jusqu'à quel montant, à la capacité des budgets des femmes à soutenir une augmentation des prix des services à la plate-forme, au comportement des femmes productrices en cas d'augmentation des prix par exemple du broyage qui ne s'accompagnerait pas d'une augmentation des prix des produits et enfin au niveau plafond des budgets des femmes au-delà duquel toute hausse des prix à la plate-forme pourrait engendrer un retour à la mouture, au décorticage et au broyage manuels.

Le diagnostic du village et celui du groupement féminin porteur permettront ainsi de déterminer l'ensemble de ces éléments à travers les outils MARP déjà décrits.

Une équipe séjournera pendant quatre (4) jours dans le village et les villages polarisés afin de procéder aux diagnostics. Il sera en effet question de recueillir un certain nombre d'informations relatives à :

- ***Pour le diagnostic du village :***
  - La situation socio économique de la localité
  - Les besoins de la clientèle domestique (évaluation de la consommation agro-alimentaire des ménages, évaluation de la consommation énergétique, domestique)
  - Les infrastructures villageoises ou estimation des distances les plus proches pour accéder à ces infrastructures
  - La prospérité dans le village
  - Le budget des ménages
  - Les besoins de la clientèle privée et communautaire (UTA, artisans, etc.)
  - Les perspectives de développement et de croissance économique des AGR avec un focus sur les femmes
  - La concurrence face aux autres villages et villages environnants
  - Etc.

Ainsi, ce travail permettra d'établir la situation de référence du village.

- ***Pour le diagnostic du groupement féminin porteur, il sera établi :***
  - Création, Administration et Fonctionnement du groupement : dénomination de l'organisation, date de création, nombre de membres, mission, objectifs spécifiques existence de textes de base, existence et validité des organes dirigeants, fréquence des réunions du bureau ou des AG, fixation du quorum, l'existence et archivage de PV et de rapports d'activités, etc.
  - Expériences en matière de gestion de projet de développement (activités économiques et sociales menées dans le passé et en cours, réalisations de travaux collectifs ou individuels durant ces dernières années, le partenaire, les difficultés, etc.)

- Capacités intellectuelles et financières des membres : connaissance et exercice des rôles et responsabilités par les responsables (présidentes, secrétaires, trésoriers, commissaires aux comptes), niveau d'instruction, etc.
  - Activités du groupement : activités économiques et sociales, mode de financement, nature des produits (transformés ou crus) circuits de commercialisation, etc.
  - Plateforme multifonctionnelle : opportunité, capacité de contribution des membres à la réalisation de la PTF, modules et justification, etc.
  - Relations entre le groupement et son entourage : les autres OCB du village, les autorités religieuses, administratives et locales, coutumières, les services d'encadrement (services techniques / ONG et Projets),
  - Difficultés rencontrées, etc.
- *Evaluation de la plateforme (PTMF)*

Il s'agit d'une évaluation technique, économique et financière de la plate forme. L'équipe pluridisciplinaire que le cabinet mettra en place sera chargée de déterminer :

➤ Sur le plan technique :

- la nature des investissements (choix d'équipements appropriés par rapport à la facilité de manipulation technique par les acteurs, de la disponibilité de pièce de rechange) ;
- les types et caractéristiques techniques des modules, en rapport avec les activités de transformations les plus exploitées mais aussi celles porteuses (fruits forestiers);
- l'agencement des équipements ;
- Le calcul de la puissance du moteur et de l'alternateur en fonction de la demande potentielle ;
- le dimensionnement de l'abri espace MPE et les mesures de protection ;
- l'emplacement le plus approprié compte tenu des vibrations et autres pollution sonores ;
- etc.

➤ Sur le plan économique et financier

- Estimation de la demande potentielle
- Estimations des coûts d'acquisitions et d'installation (immobilisations) en tenant compte des éléments tels que prix du matériel, disponibilité des pièces de rechanges, durabilité, etc.
- Estimation des besoins en fonds de roulement
- Schéma de financement
- Détermination des recettes d'exploitations prévisionnelles
- Estimation des dépenses d'exploitations prévisionnelles
- Etablissement des comptes d'exploitation pluriannuels (5ans)
- Dotation aux amortissements
- Etablissement des comptes de trésorerie pluriannuels (5ans)

- Calcul du taux de rentabilité interne ;
  - Etablissement d'un intervalle de prix des services offerts par la plateforme en rapport avec le pouvoir d'achat des ménages (test de sensibilité) ;
- Impacts sociaux économiques sur
- Les emplois à créer et à consolider ;
  - Les revenus additionnels à distribuer ;
  - Les flux de produits à écouler (estimation des débouchés) ;
  - Les conditions de vie des populations ;
  - Nouvelle configuration de la zone ;
  - Etc.

A travers des focus group, des interviews semi structurés et autres techniques de collecte d'informations, les populations participeront pleinement à toutes les étapes du projet (de l'identification des besoins à l'évaluation en passant par la mise en œuvre). Ce sera également l'occasion de les préparer comme acteurs à conduire toutes les actions en relation avec le cabinet et les techniciens lors de la phase installation en vue d'intégrer la dimension pérennisation.

▪ *Elaboration du plan d'actions*

Cette phase sera l'aboutissement de la phase diagnostic. En atelier, les acteurs, avec l'appui du cabinet examineront les contraintes et opportunités identifiées dans la zone, les solutions préconisées comme actions à mener en vue de lever ces contraintes et transformer la situation actuelle en situation désirée. Pour chaque activité, la durée d'exécution, le responsable, les facteurs favorisants et les facteurs limitants ou menaces, le coût et la source de financement seront déterminés. Le tableau flip-chart sera utilisé en vue de favoriser l'observation et la participation. Les responsables du Programme seront invités à cet atelier en vue surtout de faire comprendre les procédures de décaissements du Programme et de permettre une bonne planification des différentes tranches de financement, leur volume ainsi que leur étalement dans le temps.

Enfin la validation du plan d'actions en assemblée générale se fera à l'occasion d'un atelier organisé par le cabinet et qui va regrouper le comité directeur du groupement mais aussi toutes les forces vives du village afin de créer une synergie et de s'accorder sur l'essentiel pour une plus grande appropriation du projet.

## 4.6. ETUDES DE FAISABILITE DES UNITES DE TRANSFORMATION (UTA)

L'approche participative est réitérée afin d'accroître les chances de succès de ces projets. Il est indiqué d'étudier tous les aspects des projets identifiés : études de marché, études techniques, et études économiques et financières et aussi les besoins en renforcement de capacités. Ces projets s'inscriront dans le cadre de la promotion d'un espace Micro et Petite Entreprise (MPE) approvisionné en énergie par la plateforme (PTMF) :

### 4.6.1. Accueil et Identification du promoteur et du projet :

Identification du projet, évaluer l'adéquation entre l'idée du porteur de projet et sa personnalité, ses compétences professionnelles, l'environnement économique, financier, familial, culturel, la conformité entre les exigences de gestion et les capacités du promoteur ;

Outils : Un questionnaire et un guide d'entretien seront administrés au porteur de projet et comprendront :

- Des éléments d'identification du promoteur: Nom, adresse, contact, associés éventuels, statut juridique, raison sociale, éducation et formation, expérience du promoteur, expérience spécifique par rapport au projet, motivations et justification du projet, affiliation à des organisations professionnelles, partenaires, démarches effectuées, etc.
- Des éléments d'identification du projet : Titre du projet, secteur d'activité, objectifs poursuivis, résultats attendus, localisation, le milieu, le marché visé, apport en numéraires, apports en nature (infrastructures et équipements existants), aménagements et équipements souhaités, identification des sources de financement, etc.
- Prise en compte de la dimension genre

L'évaluation de la situation personnelle est fondamentale pour les femmes entrepreneures et beaucoup de facteurs doivent être pris en considération eu égard à la situation particulière de la femme africaine. Ainsi, les femmes doivent réfléchir sur les problèmes suivants et à y trouver des solutions :

- le cumul de la gestion de l'entreprise et celle du foyer ou des activités domestiques ;
- les difficultés liées à la gestion d'équipes masculines qui peuvent quelques fois avoir une perception archaïque de la position de la femme dans la société et ne pas accepter leur leadership ;
- Parfois l'autorisation de votre conjoint qui peut percevoir négativement l'épanouissement professionnel de sa femme et ne pas accepter son absence du domicile conjugal ;
- La garde des enfants en bas âge non scolarisés ;
- difficulté à manager d'autres femmes, car il s'installe presque naturellement une concurrence entre elles. Les femmes semblent accepter plus facilement le leadership d'un homme que celui d'une femme ;

- les pressions sociales et culturelles que la femme entrepreneure peut subir de sa famille ou de sa belle famille au sens large, en termes d'obligation d'assister et de contribuer aux cérémonies familiales entraînant des indisponibilités accrues et des dépenses qui peuvent compromettre la mise en œuvre correcte de son projet.

#### **4.6.2. Analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces)**

#### **4.6.3. Etablissement du plan d'affaires**

L'étude de faisabilité doit permettre de constituer un dossier structuré pour les institutions financières afin de présenter un dossier crédible pour la recherche de financement. Elle vise à démontrer la faisabilité commerciale, technique et financière du projet. Elle comporte différentes étapes dont les plus importantes sont :

- **La revue documentaire** : La revue documentaire portera sur le secteur d'activité du projet identifié au niveau local et national, les statistiques, le marché, les technologies, les fournisseurs, etc.
- **Les visites de terrain et la collecte de données secondaires** :

Les travaux de terrain permettront d'apprécier la localisation du projet et de collecter des informations complémentaires. Des données (démographiques, statistiques, prix, circuit de distribution, etc.) seront collectées auprès des Services techniques, des organisations de producteurs, des fournisseurs et des personnes ressources locales.

- **Rédaction de l'étude de faisabilité** (Voir canevas ci-après)

# **CANEVAS DE L'ETUDE DE FAISABILITE - UTA**

*A titre indicatif*

Objectif : Démontrer la faisabilité technique, commerciale et financière du projet

## **CHAPITRE 1 : GENERALITES**

### **1. Contexte et justification du projet**

Cette partie permettra de justifier la pertinence du projet c'est-à-dire de monter comment le projet s'insère-t-il dans le cadre des programmes nationaux. L'analyse sectorielle vise à l'apprécier l'environnement macroéconomique et environnemental du projet (politique, économique, démographie, juridique, réglementaire, technologique et culturelle) ;

Dans cette partie également, il sera mis en exergue les préalables au lancement de l'activité (démarches administratives, autorisations et accords préalables).

Ce dossier mettra en avant les points forts et les points faibles du projet économique par rapport à l'environnement national et local.

### **2. Description du projet**

Il s'agit dans cette partie de présenter l'objet du projet, les produits à commercialiser, l'objectif global, les objectifs spécifiques, la justification du projet. Pour les entreprises existantes, le rapport de diagnostic sera inclus dans ce dossier.

### **3. Le Promoteur**

Des éléments d'identification du promoteur : nom, adresse, contact, associés éventuels, statut juridique, raison sociale, éducation et formation, expérience du promoteur, expérience spécifique par rapport au projet, etc.

Le bilan de compétence sera abordé à ce stade et mettra en avant les besoins en personnel et en formation ainsi que les forces et les faiblesses du promoteur. Le plan d'action élaboré de manière participative, sera présenté.

## CHAPITRE 2 : ETUDE DE MARCHÉ

L'étude de marché vise à déterminer

- Les produits ou services offerts (définitions et caractéristiques)
- l'offre (importance, évolution et caractéristiques),
- la demande et la taille du marché (importance, évolution et caractéristiques),
- les importations et exportations
- la concurrence ;
- les approvisionnements
- Les circuits de commercialisation ;
- Les prix (niveau et décomposition) ;
- Le segment de marché et la part de marché visés ;
- La stratégie marketing du projet ;
- Etc.

## CHAPITRE 3 : ETUDE TECHNIQUE

L'étude technique abordera :

- L'étude du milieu : aspects physiques, géographiques, démographiques, socioéconomiques, environnementaux, infrastructures, etc.) : atouts et contraintes du milieu par rapport au projet ;
- Les processus de production : cycle de production, besoins en matières premières, etc.
- Le choix du site et les aménagements
- Les équipements : choix, caractéristiques, capacité de production, etc.
- Le personnel et son organisation
- Analyse des variantes

Cette partie devrait se prononcer sur la faisabilité technique du projet

## CHAPITRE 4 : ANALYSE FINANCIERE

L'objectif principal visé à travers l'étude de la faisabilité financière est d'étudier la rentabilité du projet et d'établir un business plan. Globalement l'étude financière permettra au promoteur de disposer des éléments suivants :

- Le coût total de son projet (immobilisations et fonds de roulement) ;
- Le schéma de financement ;
- le chiffre d'affaire annuel et charges d'exploitation ;
- les dotations aux amortissements ;
- les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- les comptes de trésorerie prévisionnels ;
- la capacité d'autofinancement ;
- le délai de récupération des investissements
- le Taux de rentabilité interne ;
- le délai de récupération de l'investissement

## CHAPITRE 5 : IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Elle permet d'apprécier les effets et impacts du projet au niveau macroéconomique :

### A. IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES

- Effets sur les finances publiques :
  - Gains de l'Etat : impôts et TVA
  - Manque à gagner : exonérations de taxes
- Effets sur la balance commerciale
- Effets socioéconomiques :
  - Création d'emplois et revenus distribués
  - Impact sur la souveraineté alimentaire
  - Impact sur les femmes et les groupes vulnérables
  - Impact sur l'exode rural
- Impact scientifique
  - Transfert de technologies et Innovations
- Etc.

### B. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

#### 4.7. Aide à la formalisation de l'entreprise

Le cabinet mettra en place toute une documentation sur les différentes démarches administratives : NINEA, Registre de commerce, Carte import-export, les déclarations au niveau des organismes sociaux (IPRES, CSS, Inspection du Travail), permis de construire, les procédures d'agrément au code des investissements, la fiscalité des entreprises, etc.

Dans la phase diagnostic participatif, les porteurs de projets ont été sensibilisés sur l'intérêt de la formalisation et sur le choix du statut juridique. Le cabinet accompagnera les porteurs de projet dans les différentes démarches d'enregistrement de l'entreprise.

Pour les entreprises agroalimentaires, le promoteur sera appuyé pour l'obtention d'une autorisation de fabrication

#### **DEMANDE D'AUTORISATION DE FABRICATION ET DE MISE A LA CONSOMMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES TRANSFORMES**

(cf. Loi 66-48 du 27 Mai 1966)

L'autorisation FRA agréé la fabrication, la transformation et le conditionnement et la mise en vente des produits destinés à l'alimentation humaine et animale.

##### **Pièces à fournir:**

- Demande de fabrication et de mise à la consommation préciser- la nature du produit objet de la demande – le type d'emballage utilisé ainsi que le conditionnement
- Quatre (04) échantillons du produit aux fins d'emballage ;
- Maquette d'étiquetage et/ou d'emballage ;
- Certificat d'analyse du produit ;
- Registre de Commerce ;
- Statuts (pour les personnes morales) ;
- Procédés de fabrication, le cas échéant ;

##### **Etude de la demande**

- Examen de la maquette d'étiquetage ou d'emballage ;
- Analyse du produit ;
- Visite des locaux ;

L'autorisation va être délivrée si le produit est satisfait aux normes de qualité (qualité microbiologique et chimique) ;

L'étiquette est visible sur l'emballage.

L'autorisation FRA est obligatoire et est une exigence d'obtention du certificat d'origine.

#### **4.8. Contractualisation**

- Contractualisation entre l'UTA et le Projet
- Contractualisation entre l'UTA et la PTF

#### **4.9. Recherche de financement**

Dès notre installation, nous mettrons en place la banque de données sur les établissements financiers de la zone, avec leurs conditions d'ouverture de compte et leurs conditions de financement. Ainsi outre l'apport du PAPEJF, l'opérateur facilitera la mise en relations des groupements avec les institutions financières. Ils seront accompagnés dans les différentes démarches demandées par l'institution financière et dans les négociations.

#### **4.10. Accompagnement post financement**

Les activités de suivi comprennent, le suivi investissement (installation de La PTF et de l'UTA) et le suivi accompagnement de l'exploitation (activités)

##### **4.10.1. Suivi investissement**

A la notification du financement, le cabinet va appuyer le porteur du projet à réussir son installation

- Calendrier de mise en œuvre
- Maîtrise d'œuvre technique ou Maîtrise d'œuvre (voir encadré)
- plan d'approvisionnement en matières premières
- Décaissements et vérification des investissements réalisés
- Mise en place du personnel
- Etc.

# MAITRISE D'ŒUVRE TECHNIQUE

**La Mission des Maîtres d'ouvrage délégués** consiste à apporter une assistance technique et des conseils de haut niveau dans les différentes phases des réalisations et acquisitions des projets à savoir :

- Démarches préliminaires (définition des besoins)
- Etudes d'avant projet détaillé
- Elaboration dossier d'appel d'offres ;
- Assistance à la passation des marches ;
- Suivi contrôle des travaux ;
- Elaboration et remise de rapports.

## 1. Démarches préliminaires

Le volet maîtrise d'œuvre technique débutera par une réunion avec les différents partenaires du projet (maître d'ouvrage, et bénéficiaires) et ensuite par des visites de terrain. Ceci permettra de mieux clarifier les attentes du maître d'ouvrage, la méthodologie adoptée par le Cabinet, les modalités pratiques et le calendrier de mise en œuvre de la mission ainsi que les rôles et responsabilités des différents acteurs.

Le Technicien du génie civil et l'électromécanicien identifiera les sites proposés en présence des partenaires et des bénéficiaires du projet. Le site sera apprécié par rapport aux habitations, aux obstacles existantes (pistes, réseaux divers, etc..), au relief d'ensemble du terrain naturel, type de sols (rocheux, argileux, sableux) et les points culturels et/ou mystiques à éviter etc.

## 2. Réalisation des études d'avant projet détaillé (APD)

Le dossier d'avant projet détaillé, devra inclure :

- Des pièces écrites dont une note de présentation, une description sommaire des travaux, une note descriptive et justificative des choix techniques, une estimation des coûts et une proposition de planning d'exécution des projets ;
- Des plans, de coupes et de façades ;
- Un mémoire descriptif et justificatif précisant :
  - Les données de base de l'étude détaillée ;
  - L'architecture d'ensemble des infrastructures ;
  - La nature des ouvrages, la justification de leur dimensionnement ;
  - Les notes de calcul justificatives.
- Avant- métrés (Calculs)

Sur la base des documents d'étude précédemment exposés, il sera fourni les avant- métrés du projet. Il s'agira d'estimer :

- La détermination du nombre d'agglomérés (briques creuses et/ou pleines) ;
- Le dimensionnement des ouvrages types en BA ;
- Le volume des terrassements (remblai, déblai) ;
- Les quantités de béton et de ferrailage pour les ouvrages en B.A. ;
- Etc.

### 3. Elaboration du dossier d'appel d'offres (DAO)

Le Cabinet appuiera la commission de passation des marchés dans l'élaboration du DAO pour la sélection d'une entreprise en vue de la réalisation des travaux. Le DAO sera constitué de :

- **Dossier technique :**

- La consistance des travaux : une note explicative et justificative du projet ;
- Le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (CPTP) : Spécifications technique et descriptives des différents éléments des salles et des murs. Ces spécifications portent sur la provenance, la qualité et la quantité des matériaux et le mode d'exécution ;
- Les plans et coupes ressortissant de l'étude, seront mis en annexe du document.

- **Dossier financier :**

- Le bordereau des prix unitaires
- Le cadre de devis estimatif de tous les travaux.

- **Dossier administratif :**

- Un avis et règlement de l'appel d'offres ;
- Critères d'évaluation des offres ;
- Un modèle de soumission ;
- Un modèle de cautionnement.

**Remarque :** Il sera également établi un devis estimatif confidentiel des travaux qui sera défini sur la base du devis quantitatif et en prenant en compte l'ensemble des contraintes du ou des sites et de la période d'exécution des travaux.

Cette évaluation confidentielle (précision niveau Avant-projet Détaillé) des travaux sera faite à partir des prix unitaires actuellement en vigueur pour des travaux de même nature. Cette estimation est nécessaire pour l'appréciation des offres financières des entreprises.

### 4. Passation des marchés

- **Lancement de l'appel d'offres**

L'avis d'appel d'offres sera rédigé et inséré dans un journal légal. Il sera également affiché au niveau du siège du maître d'ouvrage et de l'opérateur, à la chambre de commerce, à l'ARD....

- **Organisation de la séance de dépouillement et d'analyse des offres**

Le Cabinet, maître d'œuvre, participera à l'ouverture des offres afin d'apporter son **appui technique** à la commission de passation des marchés.

- **Appui à l'attribution du marché**

Le Cabinet participera à l'analyse des offres au sein de la commission des marchés.

- **Etablissement des documents contractuels**

Il se chargera d'écrire les PV de dépouillement, le contrat de travaux ou de fournitures entre le Maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire, la lettre de notification et les ordres de service.

## 5. Suivi & Contrôle des Travaux

Concernant la direction des travaux, le but principal visé est de permettre au maître d'ouvrage d'obtenir le meilleur bénéfice de son investissement.

Dans cet objectif, la principale tâche du Cabinet est de mettre en place la meilleure organisation pour assurer le contrôle des travaux et le succès de l'opération.

- **Contrôle et vérifications lors du démarrage des travaux**

- Préparation des pièces à caractère technique figurant dans le dossier de consultation ;
- Vérification de tous les documents techniques, administratifs et financiers préliminaires au démarrage des travaux ;
- l'implantation des ouvrages conjointement avec l'entreprise, la Commission des marches et le représentant du Maître d'ouvrage.

- **Suivi technique de la réalisation des travaux**

Après avoir contrôlé et informé du démarrage effectif des travaux sur le site, le Cabinet procédera à des visites périodiques des chantiers pour le contrôle de la bonne exécution de l'ensemble des prestations. Ces visites ont pour objet :

- Le contrôle de la qualité (adéquation des équipements fournis et conformité par rapport au cahier de charges) ;
- Le contrôle de la quantité (conformité par rapport au cahier de charges) ;
- Et le suivi de l'avancement des travaux pour le respect des délais d'exécution impartis.

Ces visites permettent également d'identifier les difficultés rencontrées et de donner toutes instructions nécessaires pour assurer la poursuite des prestations dans les meilleures conditions possibles. Chaque visite fait l'objet d'un bref compte rendu, consigné dans le journal de chantier tenu à cet effet et destiné à vérifier la conformité de l'application des recommandations. Dans toute organisation efficace de contrôle, les trois composantes suivantes doivent être clairement identifiées.

- Le contrôle de la qualité passe par le respect des spécifications. Il comprend deux éléments : la nature des matériaux et leur mise en œuvre. La qualité de la mise en œuvre est directement contrôlée par l'ensemble de l'équipe de supervision sur le terrain. La qualité des matériaux est testée en laboratoire ou in situ suivant les spécifications ;
- Le contrôle de la quantité consiste à mesurer régulièrement chaque opération en vérifiant les plans. Son but est de quantifier et d'évaluer le travail accompli sur le chantier ;
- Le suivi de l'avancement du chantier, la rédaction des rapports et l'enregistrement des données complètent le travail de suivi. Il est évident qu'une direction correcte de la mission doit s'appuyer sur un enregistrement permanent des données de chantier. Ces informations permettent d'évaluer l'avancement des chantiers à n'importe quel stade des travaux.

Ainsi les attachements et les décomptes contradictoires entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre seront plus fiables et reflèteront le niveau réel d'avancement des travaux.

Le suivi correct des travaux sera sanctionné par la production d'un certain nombre de documents, ainsi le Cabinet devra :

- Etablir des procès verbaux des réunions hebdomadaires de chantier en relation avec les représentant du maître d'ouvrage et de la coopérative ;
- Fournir en cours de chantier tous les plans rectificatifs ou complémentaires au DAO.

- **Réception provisoire et définitive**

Le Cabinet assistera le maître d'ouvrage lors de la réception provisoire et de la réception définitive des prestations au cours desquelles les vérifications porteront sur :

- l'état d'exécution partielle ou totale des prestations et le constat d'éventuelles imperfections ou malfaçons ;
- la préparation du PV de réception provisoire des prestations signé par l'entreprise, le maître d'œuvre, le représentant du projet et le maître de l'ouvrage ;
- la réception provisoire sans réserve ou avec réserves. La décision est notifiée à l'entreprise, et il lui sera enjoint d'exécuter ou d'achever les travaux omis ou incomplets et de remédier aux imperfections et malfaçons constatées dans les délais spécifiés ;

Dans les cas de malfaçons ou défaillances graves, le maître d'ouvrage peut refuser de prononcer la réception provisoire et enjoindre par ordre de service à l'entreprise de démolir les ouvrages défectueux ou non conformes aux stipulations du contrat et le cas échéant de refaire les prestations.

- **Rapports**

**Rapports d'étapes ;**

- Après dépouillement pour la maîtrise d'ouvrage ;
- Après implantation du site et démarrage effectif des travaux ;
- A mi-parcours de l'évolution des travaux ;
- Après réception provisoire des travaux ;
- Après réception définitive des travaux.

**Rapport final** à la réception des travaux attirant l'attention sur les risques liés à l'utilisation des équipements indiquant les mesures de sauvegarde préconisées, les recommandations pour l'entretien et la maintenance des ouvrages.

Le rapport final devra inclure :

1. Un descriptif du projet et ses objectifs ;
2. Un rappel des principales composantes du projet et le budget ;
3. L'implication des bénéficiaires dans le projet ;
4. Un résumé du déroulement des travaux, les problèmes rencontrés, les solutions adoptées et les résultats des essais effectués ;
5. Les recommandations sur la maintenance ;
6. Le procès verbal de réception provisoire ;
7. La visite de fin de chantier ;
8. Une liste de toutes les personnes qui ont participé au point de vue conception, suivi, supervision et contrôle comprenant le représentant du Maître d'Ouvrage ;
9. Un plan de masse en format A4 ;
10. Des photos avant, pendant et après les travaux (en annexes) ;
11. En annexe, copie de toutes les correspondances, procès-verbaux de réunion, etc.

## POUR LES EQUIPEMENTS

Les études concernent le dimensionnement des divers éléments qui serviront de base à la rédaction du cahier des charges où les caractéristiques techniques requises seront spécifiées.

Par exemple pour les équipements de la plateforme, les caractéristiques suivantes seront fixées :

### **Moteur**

- Cylindrée
- Type carburant
- Vitesse de rotation
- Consommation
- Système de refroidissement
- Etc.

### **Alternateur**

- Intensité
- Tension
- Courroie de transmission
- Etc.

### **Châssis**

- Dimensions
- Matériaux
- plans

Il en sera de même pour les équipements des Unités de Transformation Agroalimentaires et de conditionnement.

L'appel d'offre sera ouvert ou restreint selon les acquisitions.

Le contrôle permettra de vérifier la conformité des fournitures par rapport au cahier de charge. Le cabinet supervisera les travaux d'installation avant de procéder à leur réception.

## 4.10.2. Suivi exploitation

### 4.10.2.1. Le renforcement des capacités

Le renforcement de capacités a pour objectif de répondre aux besoins de formation technique spécifiques ou en management et gestion exprimés par le promoteur ou jugés nécessaires pour le bon développement de ses activités. Il devra mettre en avant la cohérence des besoins en formation exprimés et ceux identifiés par l'opérateur et préciser les conditions de la mise en œuvre et de l'évaluation de la formation.

#### Processus de mise en œuvre du volet formation

- Analyse des besoins en formation et leur inscription en objectifs opérationnels

Elle se fera en trois étapes :

- Décrire et comparer les profils réellement disponibles et les profils professionnels souhaitables
- Préciser la contribution attendue de la formation.
- Traduire les besoins de formation en objectifs de formation qualitatifs et quantitatifs :

- Elaboration et validation du plan de formation

- Identifier les actions de formation
- Décrire les "cahiers des charges" de chacune des actions de formation
- Ordonner les actions de formation

Un programme de formation des entrepreneurs incluant les éléments suivants sera élaboré :

- descriptif du contenu de la formation ;
- profil des intervenants dans la formation ;
- chronogramme de la formation ;
- modalités de réalisation de la formation (individuelle ou en groupe) ;
- procédure d'évaluation des acquis.

- Réalisation de la formation et évaluation des acquis.

#### Observations : Alphabétisation fonctionnelle

Si les bénéficiaires ne sont pas alphabétisés, un programme d'alphabétisation fonctionnelle devra être mis en œuvre en partenariat avec l'Inspection d'Académie. Savoir lire et écrire est un préalable pour conduire une PTF ou UTA

#### Exemple de modules de formation

Renforcement des capacités d'organisation :

- Gestion administrative des organisations

Renforcement des capacités managériales :

- Gestion des entreprises,
- Esprit des entreprises
- Commercialisation des produits

Renforcement des capacités techniques :

- Techniques de transformation,
- Formation des meuniers
- Hygiène – qualité
- Maintenance des équipements (artisans installateurs de PTF, ouvriers chargés de la maintenance)

Les cibles concernées par la formation sont : les artisans, les groupements de femmes, le comité de gestion de la PTF, les transformateurs, les meuniers, etc.

#### 4.10.2.2. Le coaching

**Le suivi des activités du projet** se déroulera selon un chronogramme bien défini. Suivant l'importance de l'investissement et les besoins du promoteur, il permettra d'assurer toutes les prestations nécessaires à la mise en œuvre du projet. L'accompagnement comporte l'assistance technique, comptable, fiscale, organisationnelle, managériale et stratégique de l'entreprise.

Les formations

**Le coaching professionnel** consistera à entretenir une relation suivie avec le promoteur et/ou ses collaborateurs sur une période de 12 mois qui permettra d'obtenir des résultats concrets et mesurables dans la mise en œuvre de l'activité professionnelle. A travers le processus de coaching, le promoteur aura l'occasion d'approfondir ses connaissances et améliorer ses performances.

#### **Types d'assistance**

Les activités de suivi-accompagnement comprennent, entre autres, les prestations suivantes :

##### **L'Assistance comptable de la MPME**

- ❖ Mise en place de procédures comptables adaptées ;
- ❖ Mise en place des outils de gestion
- ❖ Gestion des stocks
- ❖ Détermination du prix de revient
- ❖ Assistance fiscale ;
- ❖ Assistance à la gestion des salaires et déclarations salariales.

##### **Un appui organisationnel**

- ❖ Mise en place de procédures administratives ;
- ❖ Assistance à la gestion des ressources humaines ;
- ❖ Appui organisationnel.

### Un appui en politique d'entreprise

- ❖ Suivi du bilan comptable et vérification du respect des hypothèses de rentabilité ;
- ❖ Position sur le marché ;
- ❖ Politique de communication ;
- ❖ Appui à la négociation (matières de base, équipement ...) ;
- ❖ Recherche de partenaires financiers ;
- ❖ Appui aux capacités de réaction de l'entreprise sur la modification de l'environnement.

### Accompagnement technique

- ❖ Procédures de maintenance des outils de productions ;
- ❖ Hygiène et qualité

### Accès au marché

- ❖ Marketing
- ❖ Participation aux foires
- ❖ Informations commerciales
- ❖ Recherche de partenaires commerciaux

### Le Réseautage et appui aux chaînes de valeurs

Afin d'aider les dirigeants d'entreprise à mieux appréhender leur environnement économique, territorial et humain, le cabinet les accompagnera dans la constitution d'un réseau de partenaires (techniques, financiers, réseau, ...) Cela leur ouvrira les portes des réseaux locaux et leurs permettront de côtoyer d'autres chefs d'entreprise, de renforcer les contacts et les relations d'affaires.

La mise en réseau par type d'activités (réseau horizontal) ou par filière (réseau vertical) permettra les échanges d'expériences, l'identification de problèmes communs, la mutualisation des actions et le plaidoyer.

Les réseaux d'entreprises regroupent des entreprises sur un projet commun. Ils peuvent regrouper des entreprises situées dans un même domaine d'activité ou bien sur un même marché. Le projet commun aux PME peut concerner une simple mutualisation de leurs besoins comme des achats groupés ou bien des fonctions stratégiques comme l'acquisition de technologies nouvelles, le renforcement des capacités, la défense de leurs intérêts, la mutualisation des connaissances et des bonnes pratiques, etc.

La notion de réseau suggère une entraide, une collaboration entre les membres.

Des formations de groupe pourraient être organisées à travers des séminaires : Formation GERME, Formation en Esprit d'Entreprise (Making Cents), en plaidoyer, etc.

Les porteurs de projets seront également encouragés à adhérer dans les organisations professionnelles et consulaires.

## 4.11. Pérennité et opérationnalité de la plateforme

### 4.11.1. Conditions de pérennisation

La stratégie de pérennisation est transversale et est mise en œuvre dans chaque étape du processus. Les conditions de la pérennité sont :

- La viabilité sociale
- La viabilité institutionnelle
- La viabilité technique
- La viabilité financière
- La durabilité environnementale

Domaines	Conditions
Viabilité sociale	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectif clair et précis partagé par tous les membres du groupement,</li><li>- maîtrise des rôles et responsabilités (règlement intérieur),</li><li>- tenue des Procès verbaux des réunions,</li><li>- participation des membres,</li><li>- gestion des conflits,</li><li>- transparence,</li><li>- bonne gouvernance, etc.</li></ul>
Viabilité institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"><li>- Formalisation</li><li>- La contractualisation</li><li>- Mise en réseau et partenariat</li><li>- Mise en relation avec les structures d'appui et de financement</li></ul>
Viabilité technique	<ul style="list-style-type: none"><li>- qualité de service,</li><li>- système de maintenance préventive et corrective,</li><li>- formation technique,</li><li>- disponibilité pièces de rechange, etc.</li></ul>
Viabilité économique	<ul style="list-style-type: none"><li>- Comptes d'exploitation et comptes de trésorerie satisfaisantes</li><li>- maîtrise des coûts de fonctionnement,</li><li>- respect de la dotation aux amortissements</li><li>- tenue correcte des outils de gestion,</li><li>- services diversifiés,</li><li>- compétitivité, etc.</li></ul>
Durabilité environnementale	<ul style="list-style-type: none"><li>- respect des normes et du plan de Gestion Environnementale et Sociale du PAPEJF</li></ul>

#### 4.11.2. Processus visant à rendre opérationnelle une plateforme multifonctionnelle

Les différents niveaux d'intervention ainsi que les stratégies et modalités d'intervention doivent être articulés dans un processus qui mène à la concrétisation d'une PTF opérationnelle dans un laps de temps déterminé.

La mise à jour de la problématique de développement dans le village, notamment à travers la requête par une association des femmes pour l'acquisition d'une PTF. Cette mise à jour s'approfondit par la confirmation de la requête après l'analyse des informations préliminaires sur le produit PTF et sur le village et par la réalisation d'une étude de faisabilité.

La mise en route. La prochaine étape utilise les résultats de l'étude de faisabilité pour définir les objectifs et les résultats et pour conclure un contrat de collaboration entre le projet PTF et les clients avec pour cible, une PTF qui fonctionne selon les critères d'opération visant à atteindre ces objectifs et résultats. Cette phase crée les conditions de mise en route d'une PTF dans le village en question.

La mise en service. Une fois les ressources financières disponibles, la prochaine phase est celle de la mise en service de la PTF sur le plan physique et organisationnel, de la mise en réseau et du renforcement des ressources et des compétences humaines.

La mise à niveau opérationnelle. Cette étape se distingue de la précédente par un appui déjà dégressif, car les clientes PTF commencent à agir sans appui continu et progressent vers une PTF opérationnelle d'ici une deuxième assemblée annuelle.

La mise en valeur de la rentabilité technique, sociale et économique. Cette étape marque la fin du contrat et la réalisation de la cible : la rentabilité de la PTF selon les critères d'opération.

#### 4.11.3. Les 21 critères d'opérationnalité d'une PTFM

### **Les huit (8) critères de viabilité sociale et institutionnelle**

1. Le Comité Féminin de Gestion dispose d'un objectif clair et précis partagé par tous les membres de l'association des femmes.
2. Tous les membres du Comité Féminin de Gestion s'acquittent de leurs tâches et de leurs responsabilités, sans appui, selon un règlement intérieur rédigé et appliqué :
  - l'animatrice facilite la préparation du bilan et le présente sans grandes difficultés.
  - la secrétaire tient les Procès verbaux des réunions planifiées et exécutées par le Comité Féminin de Gestion.
  - les fiches de Gestion et les registres sont correctement tenus.
3. La structure d'accueil du Comité Féminin de Gestion a une prestation efficace qui informe les visiteurs à travers la restitution régulière, la situation de la Plate-forme, à travers notamment, la Fiche signalétique du village adaptée en langues nationales et en outils visuels de communication, et disponible, utilisée et actualisée par le Comité Féminin de Gestion. Elle peut piloter la Plate-forme en Plate-forme vitrine habilitée à transférer ses compétences à d'autres villages : elle a atteint la capacité de mise en valeur.
4. Les registres de gestion de la plate-forme sont correctement remplies et sans ratures.
5. Les membres du Comité de Gestion et de l'Association Féminine participent significativement dans les réunions de restitution de bilan avec les représentants des autres structures du village, qui sont planifiés et exécutés par le Comité de Gestion sans appui.
6. Les conflits au sein des comités et les problèmes de manque d'adhésion sont gérés par le Comité de Gestion sans appui.
7. Les assemblées annuelles (*autoévaluations participatives*) sont tenues par l'Association Féminine et le Comité Féminin de Gestion, sans appui, selon un ordre du jour portant sur le bilan d'impact et d'effets (gain de temps), la réalisation des critères d'opération, les leçons à tirer sur les conditions de réussite et la revue du cadre de suivi selon l'accord de collaboration.
8. Les impacts du gain de temps avec la Plate-forme sont évalués de manière participative par la clientèle pendant les assemblées annuelles, avec l'appui du Comité Féminin de Gestion.

### **Six (6) critères de rentabilité technique**

1. Le temps d'immobilisation du moteur est réduit à 5% du temps total de fonctionnement.
2. La qualité des services, le rapport qualité prix est systématiquement suivi, sans appui afin de satisfaire et augmenter la clientèle.
3. Le système de maintenance préventive, assorti d'un système de contrôle de qualité des prestations, est systématiquement appliqué par le Comité de Gestion, sans appui.
4. Les opératrices utilisent la Plate-forme avec efficacité et ont atteint un niveau de compétences pour situer les pannes élémentaires sur le moteur.
5. Pour les prestations de services techniques et en cas de pannes, le Comité de Gestion fait directement appel aux prestataires et sans l'intervention du projet.
6. Le Comité de Gestion utilise les fournisseurs de pièces d'usure et d'intrants pour la Plate-forme sans l'intermédiaire du projet.

### **Les Sept (7) critères de rentabilité économique**

1. Les recettes de la Plate-forme croissent progressivement et de manière significative au-delà du seuil de rentabilité et les coûts de fonctionnement y compris de réparation sont maîtrisés par le Comité de Gestion.
2. La comptabilité de la Plate-forme est claire et transparente.
3. Les services de la Plate-forme sont diversifiés selon les opportunités identifiées.
4. Le bilan, et autant que possible, les comptes d'exploitation des activités de diversification de revenus par les services Plate-forme.
5. Le Comité de Gestion, reconnu comme structure économique du village, peut mobiliser et gérer les ressources financières pour la Plate-forme et servir de caution pour mobiliser les micro-crédits pour les activités génératrices de revenus la ou les opportunités existent, sans appui du projet.
6. Le Comité de Gestion utilise des stratégies pour fidéliser sa clientèle et pour être compétitif par rapport aux concurrents.
7. Le Comité de Gestion développe et maintient les liens avec les partenaires économiques

#### 4.12. La gestion environnementale et sociale

##### Conclusions du PGES du PAPEJF

La mise en œuvre du PAPEJF à travers ses principales activités et réalisations, notamment, de centres d'incubation fonctionnels, de mise en place de fermes agricoles/avicoles, de centre de transformation et de conditionnement, et d'incitation à la réalisation de PME en milieu rural vont entraîner des impacts négatifs peu ou moyennement significatifs sur l'environnement biophysique et sur les activités socioéconomiques (habitations, forêts, ressources en eau, santé humaine et animale, etc.) car pour l'essentiel, les sites d'accueil des réalisations et des activités, préexistaient et/ou étaient prévus pour cela par la planification locale. Cependant, les impacts négatifs pourront être évités ou largement atténués avec la mise en application rigoureuse des mesures d'atténuation et de suivi recommandées dans l'EES : dans la préparation et le suivi de mise en œuvre des activités du projet.

Le contexte de la gestion environnementale et sociale des projets de développement est marqué par l'existence de plusieurs textes législatifs et réglementaires. La réglementation en matière d'évaluation environnementale est également assez bien documentée par des textes, outils, référentiels de base, etc. De plus en plus, les projets et programmes de développement font l'objet de planification environnementale stratégique et intègrent des outils de gestion environnementale et sociale (fiche de screening, matrices de mesures, etc.). Toutefois, dans le suivi de la mise en œuvre de ces outils, il est apparu des difficultés d'appropriation et d'application liées à la faiblesse des capacités des acteurs locaux.

Le cabinet prévoit d'intégrer les mesures environnementales et sociales dans tout le processus, y compris dans les DAO, notamment :

- Les mesures d'atténuation
- La participation des groupes vulnérables
- La prise en compte du genre
- Le contrôle citoyen

Le cabinet veillera au respect des mesures environnementales et sociales, des directives et autres prescriptions environnementales et sociales.

### **Considérations d'ordre écologique : explorer l'usage des biocarburants**

Presque toutes les PTFM installées fonctionnent au diesel. A court terme, cela ne représente pas une menace sérieuse pour l'environnement. la plupart des PTFM ne fonctionnant que quelques heures par jour. Par contre, à long terme, une transition vers d'autres sources d'énergie peut s'avérer nécessaire, en particulier si la hausse des prix du pétrole à l'importation se poursuit et que la dépendance vis-à-vis du pétrole étranger perdure.

Heureusement, le moteur de PTFM indien de type Lister fonctionne indifféremment au diesel et au biodiesel (huile extraite de la plante de jatropha ou huile de palme), sans aucune modification.

C'est l'huile de jatropha qui est utilisée dans la plupart des cas. Les facteurs ci-dessous favorisent son utilisation pour les PTFM :

- La transformation des fruits de jatropha apporte une valeur ajoutée aux ressources locales.
- La plantation de jatropha crée un brise-vent et freine l'érosion des sols.
- L'arbuste de jatropha est un produit à faible apport d'intrants, qui peut pousser sur des sols peu fertiles. Il est également résistant à la sécheresse.
- La production d'huile de jatropha pour le carburant réduit les sorties de trésorerie du village (l'huile et le savon de jatropha peuvent remplacer le carburant et le savon achetés ailleurs).
- La production d'huile de jatropha crée des perspectives d'activités génératrices de revenus, telles que la fabrication de savon à l'aide de sédiments et d'huile.
- Des essais techniques effectués entre 1993 et 1996 ont montré que le moteur peut passer à l'huile végétale locale sans aucun signe de baisse de puissance en permutant entre les deux types de carburant.

## 4.13. Coordination et suivi évaluation

### Les activités de coordination

- Etablir le plan de travail et les d'activités de l'opérateur,
- Superviser le personnel de l'opérateur,
- Préparer les rapports d'avancement trimestriels demandés par le PAPEJF,
- Superviser, planifier l'animation au niveau des villages et des acteurs du secteur privé,
- Développer le partenariat avec différents acteurs, notamment les villages et le secteur privé local et mettre en réseau ces acteurs,
- Assurer la circulation de l'information et travailler en partenariat avec les points focaux du PAPEJF,
- Faire le suivi des activités, de la rentabilité, de l'entretien et de l'utilisation de la plate- forme. Ce suivi pourra évoluer en fonction des études socio-économiques prévues,
- Effectuer toute autre tâche demandée par le PAPEJF dans le cadre du volet PFMF

#### **1.1.1. Suivi évaluation**

Le Cabinet mettra en place un dispositif de suivi évaluation (technique, social, et financier), articulé à celui du PAPEJF contribuant ainsi à l'alimentation de leurs bases de données.

#### Contribution à la gestion de bases de données

- Base de données sur l'emploi
- Système d'information sur marchés
- Informations technico- économiques
- Etc.

#### Rapports :

- rapport d'installation,
- rapports trimestriels
- rapports annuels
- Rapport de fin de mission

**FORMULAIRE TECHN- 5**

**PROGRAMME D'ACTIVITE ET CALENDRIER DE  
LIVRABLES**

## FORMULAIRE TECHN-5 : PROGRAMME D'ACTIVITE ET CALENDRIER DE LIVRABLES

ACTIVITES	AN 1				AN 2			
	Trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4	Trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4
<b>PREPARATION DE LA MISSION</b>								
Démarche administratives : Enregistrement du contrat	■							
Prise de contact avec le PAPEJF – Atelier d’harmonisation – Procédures administratives et techniques	■							
<b>INSTALLATION – MOBILISATION</b>								
Location bureaux, aménagement et équipement	■							
Mise en place du personnel clé	■							
<b>MISE EN ŒUVRE</b>								
Ateliers d’information	■							
Etudes du milieu	■							
Ingénierie sociale	■				■			
Etudes de faisabilité PTFM et UTA		■						
Recherche de financement			■					
Formation			■		■		■	
Maitrise d’œuvre des travaux et équipements			■		■			
Suivi et coaching PTFM et UTA				■				
Stratégie de pérennisation	■				■			
Rapport final								■

Français : lu, écrit, parlé couramment  
 Anglais : Notion  
 Ouolof : parlé couramment

<p><b>Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'expert du Consultant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer et conseiller sur le plan technique les bénéficiaires ;</li> <li>- Conduire ou superviser les études de faisabilité, préalable à l'implantation des PTFM et aux études sur les UTA</li> <li>- mettre en place le système de maintenance préventive (achat et stockage des pièces, contrat de maintenance, etc.),</li> <li>- définir les équipements les mieux adaptés au contexte local,</li> <li>- superviser l'installation des PTFM-UTA,</li> <li>- Sensibiliser et contrôler le respect des consignes de sécurité sur les PTFM ;</li> <li>- Former les entrepreneurs à la gestion et à l'entretien des équipements ;</li> <li>- Appuyer les bénéficiaires dans l'identification des activités de création de richesses ;</li> <li>- Superviser et appuyer l'installation des PTFM-UTA,</li> <li>- sensibiliser et contrôler le respect du plan de gestion environnemental et social</li> <li>- effectuer toutes autres tâches demandées par le superviseur.</li> </ul>	<p><b>Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées</b></p> <p>Participation au niveau des études de faisabilité participatives dans différents villages et formation de nouveaux prestataires d'EFP              Un alternateur accouplé avec un moteur pour la production du courant électrique l'alimentation des machines tels que : moulin à mil, éclairage public, soudure métallique.</p> <p>Liste des villages effectués :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Diarrere Bicol,</li> <li>2. Keur Salah deurgeune,</li> <li>3. Keur khaly sarata,</li> <li>4. Keur gallo Kebe,</li> <li>5. Keur bara kairé,</li> <li>6. Ndamé Lo,</li> <li>7. Merina simong,</li> <li>8. Ndawéne déthialou,</li> <li>9. Niandoul fall,</li> <li>10. Loumboul,</li> <li>11. Bari diam,</li> <li>12. Silane.</li> </ol>
<p><b>Liste des livrables/tâches en référence à TECH-5 dans lesquelles l'expert sera engagé</b>              Elaborer les rapports d'activités périodiques</p>	

Certification :

Je, soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission, au cas où le contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma qualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

AMADOU FALL SAMB

IBRAHIMA KEBE  
 DIRECTEUR DE CETIDE CONSEILS  
 17 Novembre 2014

## CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL CLE PROPOSE

Titre du Poste	Conseiller en entreprise
Nom de l'expert	<b>Amadou NDIAYE</b>
Date de naissance	15/ 01/ 1985 a Sokone
Nationalité / Pays de résidence	SENEGALAISE

### Education

- **2013-2014 Master II de Géographie Spécialité : GDER** (Gestion et Développement des Espaces Ruraux)
- **2012-2013 Master1 de géographie option: ESD** (Espace-Société et Développement)
- **2010-2012 Brevet Technique Supérieur en Conduite et Gestion de l'Exploitation Agricole** au Lycée Technique Agricole Emile Badiane de Bignona.
- **2010-2012 Licence de géographie** à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD)
- **Diplôme de moniteur de collectivité éducative.**
- **2004 – 2005 : Baccalauréat série L2**

### Expérience professionnelle pertinente à la mission

Période	Nom de l'employeur,	Pays	Activités réalisées, en rapport avec la présente mission
<u>Aout 2014</u>	Domaine agricole communautaire	Sédhiou SENEGAL	Encadreur de 14 familles de producteurs sur 23ha dans le domaine agricole communautaire (DAC) de Sefa (Sédhiou). Secrétaire générale du comité de pilotage de la sensibilisation des jeunes des commune de Koussy et de Diendé
<u>-Juin, Juillet-Aout 2014</u>	DAPSA	Mbadakhouné SENEGAL	Enquêteur pour le compte de la DAPSA dans le programme Waapp /ppaao(programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest) dans la Commune de Mbadakhouné
<u>Février-Mai 2014</u>	VAL-AGRO	Bignona SENEGAL	Responsable de production et de la gestion à l'unité de fabrication d'aliment de bétail pour volaille, bétail et poisson VAL-AGRO de Bignona. <u>Tâches :</u> -planification de la production -formulation, mélange, granulation de l'aliment (volaille, bétail et poisson)

			-comptabilité(compte d'exploitation, gestion de stock) -commercialisation
Juin - Septembre 2013	ONG Justice et Développement de bignona	Colomba SENEGAL	-Gestionnaire de la ferme à Colomba de l'ONG <b>Justice et Développement de bignona</b> -Responsable de toute la production végétale (maraichage, arboriculture, grande culture) -Responsable de la planification de la production (poulet de chair) -Responsable commercial. -Encadreur et formateur des producteurs et des femmes du village.
<u>Mars - Juin 2013</u>	GIE Casa Technologie Alimentaire	BIGNONA SENEGAL	stage au niveau du <b>GIE Casa Technologie Alimentaire</b> de BIGNONA <u>Tâches :</u> - Elaboration de projet -Gestion de la communication avec les partenaires -Planification de la production -application des méthodes de transformations et de conservations des produits d'origine végétale.
Juillet Aout 2012	GIE « keur farba »	Niague Wolof SENEGAL	stage au <b>GIE « keur farba » de Niague Wolof</b> (tolou général) <u>Tâches :</u> -Aviculture : production d'œufs et de chair -Lait (alimentation) -Arboriculture et Maraichage (fertilisation, dépistage et traitement des agrumes, du piment, du poivron et du jaxatou) -Gestion de production animale et végétale.
	GIE « Bodian & Frère »	Oulampane SENEGAL	<u>Aout 2011</u> stage de production au <b>GIE « Bodian &amp; Frère » de Oulampane</b> <u>Tâches :</u> -Riziculture (suivi et application de l'itinéraire technique) - Maraichage (fertilisation, dépistage des ennemis et protections des cultures de tomate et d'aubergine amère)

## Langues pratiquées :

- Français : courant
- Anglais : bon niveau
- Wolof : courant
- Diola : faible niveau
- Peuhl : faible niveau

<p><b>Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'expert du Consultant</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mobiliser les bénéficiaires autour des PTFM et promouvoir l'entrepreneuriat autour des UTA,</li><li>- appuyer les bénéficiaires dans la gestion de leurs entreprises</li><li>- Participer à la réalisation des études de faisabilité, préalable à l'implantation des PTFM et aux études techniques sur les UTA</li><li>- appuyer le Responsable Technique dans la systématisation de l'application de la maintenance préventive</li><li>- sensibiliser et contrôler le respect des consignes de sécurité sur les PTFM,</li><li>- Appuyer les UTA à la formalisation, à l'accès aux marchés et au financement</li><li>- Conseiller les bénéficiaires des PTFM et des UTA sur le plan technique, commercial et financier</li></ul>	<p><b>Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Connaissance des Domaines Agricoles Partagées</li><li>• Travail au niveau de plusieurs fermes agricoles</li><li>• Connaissance des outils de gestion</li><li>• Travail dans une entreprise de transformation de produits agricoles</li><li>• Expérience dans le domaine de l'accès aux marchés</li></ul>
<p><b>Liste des livrables/tâches en référence à TECH-5 dans lesquelles l'expert sera engagé</b></p>	
<p><b>Rapports d'activités mensuels</b></p>	

**Renseignement pour contacter l'expert :** Téléphone 77 475 47 11 / 70 657 90 30

Certification :

Je, soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission, au cas où le contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma qualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

**Amadou NDIAYE**

IBRAHIMA KEBE  
DIRECTEUR DE CETIDE CONSEILS  
17 Novembre 2014

## CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL CLE PROPOSE

Titre du Poste	<b>Conseiller en entreprise</b>
Nom de l'expert	<b>Yaya KEITA</b>
Date de naissance	15 JUIN 1964 à Mayor
Nationalité / Pays de résidence	SENEGALAISE

### Education

**1984 : Bac , Lycée Ibou Diallo**

**1976-1980 : BFEM –CEMT de Ziguinchor**

**1970-1976 : CEPE – Ecole primaire de Mayor**

### Expérience professionnelle pertinente à la mission

<b>Période</b>	<b>Nom de l'employeur,</b>	<b>Pays</b>	<b>Activités réalisées, en rapport avec la présente mission</b>
<b><u>19 nov au 09 déc 2013</u></b>	ANSD	SENEGAL	Recensement général de la population, de l'habitat de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE/2013)
<b><u>Oct – nov 2013</u></b>	ANSD	SENEGAL	Formation sur les techniques de collecte de données au moyen d'un assistant numérique personnel (PDA)
<b><u>Juillet 2013</u></b>	Ministère de l'Economie et des Finances - ANSD	SENEGAL	Enquêtes nationales sur les MPME au Sénégal
<i>DEC 2012</i>	<i>Usaid - Pepam</i>		<i>Enqueteur sur l'évaluation de la performance du projet eau et assainissements dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda</i>
<i>Oct 2012- dec 2012</i>	<i>ANSD</i>		<i>Enquête pour la mise à jour du répertoire national des Entreprises</i>
<i>2011- 2012</i>	<i>Projet PICS/CADEC</i>		<i>Superviseur de projet de stockage de céréales à Léona et Ngeune Sarr</i>
<i>Aout 2010- mai 2011</i>	<i>Projet PICS/CADEC</i>		<i>Technicien de terrain sur les nouvelles technologie de stockage du Niébé</i>
<i>Oct 2009- jan 2010</i>	<i>Millénium Villages Project</i>		<i>Agent enquêteur</i>
<b><u>Mai 2009</u></b>	<i>Cabinet OMEDIA</i>		Etude diagnostic et état des lieux des NTIC dans 408 CEM du Sénégal
<b><u>Aout 2007</u></b>	<i>AQUADEV</i>		Enquetes de satisfaction auprès des bénéficiaires sur les mutuelles dans la zone de Potou
<b><u>Fev 2007</u></b>	<i>PROMER 2</i>		Enquetes socioéconomiques du PROMER 2 à Louga (CR de Kamb et Boulal)

<b>Mai 2005 – oct 2006</b>	<i>AFDS</i>		<p>Animateur dans 13 villages du département de Linguère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des activités des microprojets</li> <li>• Suivi des activités des sous projets</li> <li>• Suivi des chantiers en exécution</li> <li>• Mise à jour et classification des documents administratifs et financiers des OCB</li> <li>• Mise en place d'un système de pérennisation des activités</li> <li>• Reception des ouvrages</li> </ul>
<b>Mars 2004 – fév 2005</b>	<i>ONG CECI</i>		<p>Animateur AFDS dans les CR de Keur Momar sarr (28 villages), Léona (27 villages) Gandé (25 villages) et dans la commune de Louga (11 quartiers)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation participative des besoins</li> <li>• Elaboration des documents de microprojets</li> <li>• Auto-évaluation des microprojets</li> </ul>
<b>Juillet 2005</b>	<i>Cabinet GAMMA INGENIERIES</i>		<p>Animateur AFDS dans les CR de Syer et de Sakal</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'identification de sous projets</li> <li>• Elaboration des documents de microprojets</li> <li>• Suivi évaluation des sous projets</li> </ul>
<b>Juillet 2002</b>	<i>Cabinet SCIEPS</i>		<p>Formation sur un guide MARP d'évaluation participative de la pauvreté</p>
<b>2011</b>	<i>ONG CISV</i>		<p>Animateur formateur sur la mise en place d'un système de réhabilitation des moulins ç mil en milieu rural :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation et animation sur les règles de fonctionnement d'un moulin à mil</li> <li>• Formation sur les procédures de gestion comptable et administrative d'un moulin</li> </ul>
<b>2000</b>	<i>AQUADEV</i>		<p>Formation des formateurs en alphabétisation en langue nationale wolof</p>
<b>1999</b>	<i>WORLD VISION</i>		<p>Superviseur au programme alpha système alternatif et le programme de renforcement des capacités des membres des ADEC de Maka et de Ngueueul Fall</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des structures</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des institutions</li> <li>• Gestion comptable et financière</li> </ul>
1998	WORLD VISION		Formation en gestion d'un moulin à mil
1998	WORLD VISION		Formation en renforcement des capacités des leaders paysans en wolof
1996-1998	WORLD VISION		Moniteur d'alphabétisation au centre de formation des jeunes filles de Santhiou Djignakh (Louga)
1995	WORLD VISION		Animateur au programme ODA/ WORLD VISION dans la CR de Pété Warack
1995	WORLD VISION		Formation technique en maraîchage, santé animale, compostage
1994	WORLD VISION		Animateur au programme hydraulique de WV IEC sur les maladies liées à l'eau, appui à la mise en place des comités de gestion de forage
1993	WORLD VISION		Appui aux comités féminins de gestion des moulins à mil, batteuses, boutiques communautaires, presse à huile et banque de céréales

#### Langues pratiquées :

- Français : courant
- Wolof : excellent
- Diola : excellent
- Mandingue : excellent

<p><b>Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'expert du Consultant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mobiliser les bénéficiaires autour des PTFM et promouvoir l'entreprenariat autour des UTA,</li> <li>- appuyer les bénéficiaires dans la gestion de leurs entreprises</li> <li>- Participer à la réalisation des études de faisabilité, préalable à l'implantation des PTFM et aux études techniques sur les UTA</li> <li>- appuyer le Responsable Technique dans la systématisation de l'application de la maintenance préventive</li> <li>- sensibiliser et contrôler le respect des consignes de sécurité sur les PTFM,</li> </ul>	<p><b>Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissance du développement communautaire</li> <li>• Techniques d'animation</li> <li>• Formateur en gestion des AGR</li> <li>• Alphabétisation</li> <li>• Connaissance du milieu</li> </ul>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les UTA à la formalisation, à l'accès aux marchés et au financement</li> <li>- Conseiller les bénéficiaires des PTMF et des UTA sur le plan technique, commercial et financier</li> </ul>	
<p><i>Liste des livrables/tâches en référence à TECH-5 dans lesquelles l'expert sera engagé</i></p>	
<p><i>Rapports d'activités mensuels</i></p>	

**Renseignement pour contacter l'expert : Téléphone 77 475 47 11 / 70 657 90 30**

Certification :

Je, soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission, au cas où le contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma qualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

**Yaya KEYTA**

IBRAHIMA KEBE  
DIRECTEUR DE CETIDE CONSEILS  
17 Novembre 2014

## CURRICULUM VITAE

Titre du Poste	<b>Technicien en agro alimentaire – Consultant Formateur en technique de transformation agroalimentaire</b>
Nom de l'expert	<b>Ibrahima GUEYE</b>
Date de naissance	<b>30 janvier 2012 à Ziguinchor</b>
Nationalité / Pays de résidence	<b>Sénégalaise / Ziguinchor Boucotte</b>

### Education :

ANNEES	INSTITUTIONS	DIPLOME ET TITRE OBTENUES
1990	ACAPES – Ziguinchor.	BFEM (Brevet de Fin d'Etudes Moyennes)
1993–94	ACAPES– Ziguinchor.	Baccalauréat
1995	"KEUR MAME ASTOU"	Attestation de stage : accueil, réception, visite guidée
1996	<i>Fondation Frédérick EBERT</i>	Certificat de Stage en Gestion des Mutuelles d'épargne et de Crédits organisée Attestation en initiation à la Comptabilité de la Micro et Petite Entreprise organisée par
1997	(Programme Cadre II) / Institut de technologie Alimentaire ( <i>I.T.A.</i> )	Sortis comme technicien et formateur en technique de Transformation des produits agricoles respect des normes de conservation des produits alimentaire Attestation en Technique des normes de conservation et de transformation des aliments
2001	USAID/ITA	Séminaire de formation de renforcement de capacité des techniciens formateurs
2004	Office National de la Formation Professionnelle (ONFP)	Attestation en technique d'embouche
2006	TRANSFRUILEG / PAOA	Attestation en plaidoyer et lobbying avec le projet d'appui aux opérateurs/trices de l'agro-alimentaire
2007 –	TRANSFRUILEG / PAOA	Attestation en informatique volet Word Excel

**Expérience professionnelle pertinente à la mission :**

Période	Nom de l'Employeur	position	Pays	Activités réalisées, en rapport avec la présente mission
depuis 2001 à nos jours	l'O.N.F.P (l'Office Nationale de formation Professionnelle) /	Consultant formateur	Ziguinchor Kolda Sédhiou	formation en transformation des produits locaux dans les régions du sud Casamance.
2012	Handicap international	consultant	Foire des handicapés de la région de Ziguinchor	Panel sur la qualité des produit alimentaire depuis la cueillette jusqu'au produit fini
2011	PROMER 2 ministère de l'agriculture	Consultant formateur	Kolda	Séminaire de formation sous appel d'offre en transformation fruits et légumes pour les bénéficiaires Kolda, Vélingara et Tambacounda
depuis 2009	Université de Ziguinchor	Chargé de cour (vacataire)	Ziguinchor	Sur proposition d'un CV et un programme de cour Contrat d'enseignement en technique de transformation des produits horticole comme professeur vacataire / département agro foresterie.
2008	ENEL consultance /ODECAV de Pikine	formateur	DAKAR	Séminaire de formation en transformation fruits et légumes
2007	DPRE et l'UNESCO	consultant	Sénégal	Enquête d'étude d'Identification des métiers et compétences dans la filière FRUITS ET LEGUMES.
Depuis 2007	ProVAEC (projet de valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage en Casamance)	Consultant formateur	Ziguinchor, Sédhiou, Kolda	formations en technique de transformation de mangue organisation d'un panel sur la mangue Animé un panel sur la mangue depuis la production jusqu'à la transformation de la mangue pendant la foire de Sédhiou. formation en technique de cueillette de mûrissions de transformation de conservation et de commercialisation de la mangue
2007	le PROCAS (Eco - éducation)	Consultant formateur	Ziguinchor, Sédhiou, Kolda	formations en technique de transformation de fruits et légumes.
2006	SIAGRO	Exposant	Dakar	Exposition du produit transformé au salon international de l'agroalimentaire (SIAGRO) à Dakar.
depuis	ASACASE-	Consultant	Guinée Bissau	Véhiculé le programme de

2005	CILSS/IREM-LCD	formateur		formation sur deux ans avec dans le programme d'amélioration des systèmes de production agricoles et agro forestières (produits forestiers non ligneux) dans le secteur de Mansaba et de Farim » en guinée Bissau.
2004	(PAR II) avec le Cabinet SENAGROSOL – CONSULT et le Conseil Régional de Kolda.		Vélingara, Sédhiou, Kolda	Véhiculé des sessions de formation en techniques de transformation de fruits et légumes dans les Régions de Kolda et Sédhiou (Vélingara, Sédhiou et Kolda). Dans le cadre du Programme d'Appui aux Régions
	actions social / ministère de la famille	Consultant formateur	ziguinchor	formation en transformation fruits et légumes de son programme dans la région de Ziguinchor.
2003	Transfruileg (association national des transformateurs fruits et légumes du Sénégal)	Membre de bureau	France	Membre de la délégation nationale de l'Association des Transformateurs de Fruits et Légumes pour un voyage de stage, d'Etudes, d'Echanges et de Partenariat en France (Paris, Rumilly-Moye, Montpellier, Lyon, Marseille). Dans le cadre de ce voyage, nous avons visité une quinzaine d'entreprises agroalimentaires.

**Affiliation à des associations/groupements professionnels et publications réalisées :**

**2009- Relais pour la lutte contre le sida CNLS /banque mondial**

- **Vice-président** de la chambre de métier de Ziguinchor

**2008- Vice-président d'association national des transformateurs fruits et légumes TRANSFRULEG du Sénégal.**

**2007- Secrétaire général régional charger des relations avec les ONG du mouvement citoyen Autosuffisance Développement Intégration du Sénégal ADI.**

- **Secrétaire général de l'association des transformateurs fruits et légumes de la région de Ziguinchor (programme – PROVAEC).**
- **Membre fondateur de l'Association Sénégalaise des Sciences et Technologies Alimentaires du Sénégal (ASSTA)/ITA.**

2006 - Secrétaire de commission foire et exposition de l'Union départementale des artisans de Ziguinchor.

2005- Vice-Président de PROCELOS – APL (sécurité alimentaire Dakar).

➤ Secrétaire Général de l'Union Départementale des artisans de Ziguinchor.

2002- Mise en avant du concept de production "**le goût de la Casamance**". Concept visant à valoriser la transformation des fruits et légumes des ressources Naturelles de la région Casamance.

1995-Membre Fondateur et Responsable du G.I.E. (Groupement d'Intérêt Economique) "**Village Artisanal** – "Aïssatou Soumaré".

**Langues pratiquées :**

---  
Français : écrit parlé

Anglais : quelque connaissance

Langues locales : wolof, mandingue et diola

<i>Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'expert du Consultant</i>	<b>Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées</b>
<i>Liste des livrables/tâches en référence à TECH-5 dans lesquelles l'expert sera engagé</i>  <i>Rapports de formation</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Animation de plusieurs sessions de formation sur les techniques de transformations</li><li>• Réseau de relations et connaissance du milieu</li><li>• Membre de plusieurs organisations du secteur agroalimentaire</li></ul>

**Renseignement pour contacter l'expert :** Email : [ibrahimalegfruitart@yahoo.fr](mailto:ibrahimalegfruitart@yahoo.fr)

Tél : 77 686 80 02 // 33 992 14 96

Certification :

Je, soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission, au cas où le contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma qualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

**IBRAHIMA GUEYE**

IBRAHIMA KEBE  
DIRECTEUR DE CETIDE CONSEILS  
17 Novembre 2014

## CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL CLE PROPOSE

Titre du Poste	Expert d'appui, Ingénieur consultant, en Génie Civil
Nom de l'expert	Abdoul Aziz NDAO
Date de naissance	28/03/70 à Kaffrine
Nationalité / Pays de résidence	Sénégalaise

### Education

**2005 à 2007** : Diplôme Ingénieur Technologue en Génie Civil à l'Ecole Supérieur de Polytechnique centre de Thiès juillet 2007

**Août 2003** : La Formation Des Formateurs (FDF) pour le renforcement des communautés.

**2000 à 2002** : Diplôme Supérieur de Technologie en Génie Civil à l'Ecole Supérieur de Polytechnique centre de Thiès.

### FORMATION GÉNÉRAL

1991 – 1992 DUES 1 de Maths Physiques à l'Université C.A.D

1991 – 1990 BAC C au Lycée Maliek Sy de Thiès

### Expérience professionnelle pertinente à la mission

Période	Nom de l'employeur	Pays	Activités réalisées, en rapport avec la présente mission
Avril 2010- Mars 2010	GIE Dabakh Ñey Bamba Ingénieur	DAKAR	Président du GIE Dabakh Ñey Bamba Ingénieur formateur-Consultant de et consultant individuel. Au titre du président du GIE il a conduit avec succès : Inspection de l'unité de production de Maria Production, en vue sa réhabilitation pour le compte ACA /Maria Production sis sur la zone Industrielle de THIAROYE Le Suivre des travaux de réalisation de la villa de Docteur Michel du clinique SAGESSE (Etude, Montage des TDR et suivie des travaux) et en cours de réalisation on peut citer la (Montage et suivie des chantiers suivant) : - différents travaux de construction comme

			<p>: conducteur des travaux ou de maître d'œuvre)</p> <p>- Maitrise d'œuvre d'un projet de construction d'infrastructures touristique dans 3 campements avec IPADE/AESCAW</p>
Avril 2010- Mars 2010	Consultant-individuel :		<p>formation du personnel de l'entreprise SAC (Société Africaine de Construction) «Oulecar» Sarl, SEDUGEC (Sénégalais DU Génie Civil) pour le montage des dossiers d'offres, Tenir le mémoire de chantier et faire le bilan de chantier.</p> <p>Formateur :</p> <p>Il donne des cours de Technologie de Construction, Matériel de construction, initiation en passation de Marché à l'ENSETP dans le projet SN 101/APEFE pour la formation des professeurs des écoles de formations en Génie Civil</p>
Août 2009 à Avril 2010	Consultant-individuel :		<p>La Maîtrise d'œuvre au niveau pour le compte Centre de formation de Don Bousco (R+1 Salle de classe)</p> <p>Conducteur des travaux pour le compte de société Sac «Oulecar» Construction des infrastructures scolaires pour le compte du DIDEC de Thies (9 Salles de classes Bibliothèques).</p> <p>Montage d'offre pour le compte du GIE Cayor, SEDUGEC etc.</p> <p>Actuellement la construction d'un R+ 1 pour Mamadou Moustapha NDAO à Grand Standing Thies en phase de finition.</p> <p>Actuellement la construction d'un R+ 1 pour Ndeye Oumy DIOP à MBOUR 2 en phase de finition Gros Œuvre.</p>
Fév 2008 – Mai 2009	Groupe BENJA		<p>Conducteur des travaux aux K3-BTP une entreprise partenaire de du groupe BENJA Sa une société immobilière. A ce titre il a eu à réaliser toute étude financière aboutissant au montage du projet Tobago situé sur la VND.</p> <p>i. Les études concerner l'ensemble du projet notamment 17 villas avec Piscine sur un terrain de 250 m<sup>2</sup>, 28</p>

			<p>villas sans piscine sur 200 m2 et des immeubles R+2 coté aéroports et R+3 VDN mais aussi conduire la mise en œuvre des maisons témoins de ces villas.</p> <p>ii. Réhabilitation de ce qui est devenu le siège social de Benja qui se trouve à NGor, du dépôt des produits JK Structure,</p> <p>iii. Finition de 2 villas que le groupe Benja avait acheté pour le terminer dans l'optique d'en faire des appartements à louer. Celui qui se trouve à NGOR (derrière ce qui va habiter le projet Antigua) qui est un R+3 (commencé au 1<sup>er</sup> étage) et l'autre qui est à Sicap Rue 10 il y'avait que les fondations sans le Dallage c'était un R+2. Remarque pour ce dernier nous n'avons effectué que le gros œuvre.</p> <p>iv. conduits des travaux des 2 villas témoin de Tobaggio.</p>
Oct 2006- fév 2008	GERS (Groupe d'Etudes, de Réalisations et de Suivies)  a. A		<p>Directeur Technique de GERS (Groupe d'Etudes, de Réalisations et de Suivies) et consultant individuel. A ce titre il a conduit avec succès différents travaux de construction comme : conducteur des travaux ou de maître d'œuvre)</p> <p><b>Titre de Directeur Technique</b></p> <p>i. Etudes architecture suivie de la construction de la pharmacie CAYOR à Thies</p> <p>ii. Maison d'El GUEYE à Mbour 3 et celle de Maguette FALL à fahu. Tous à Thies</p> <p>iii. Maitrise d'œuvre pour la construction du complexe avicole de Kolda comme maître d'ouvrage avec ACA dans le Projet d'Appui en Elevage aux Femmes du Fouladou (PAFEF) à Koldaetc.</p> <p>iv. Le centre Polyvalent de Malika avec AFDS de Dakar</p>
Août 2005- Oct 2006			<p>l'AFDS (Agence de Fond de Développement Social) il a conduit 6 marchés de maîtrise d'œuvre à titre de consultant individuel</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>i. Le centre Polyvalent de Kelle dans la communauté Rural de Yene Région Dakar</li> <li>ii. La réhabilitation, équipement en pompe et mise en place de Réservoir surélevé de 10 m3 du Village de Koki Kad dans le Communauté rurale Darou Marnane Région de Louga</li> <li>iii. d'Extension du réseau d'adduction en eau potable à Darou Miname sur une longueur de 3Km sis dans le village de Darou Miname dans la Communauté rurale de Mbadiane de la Région de Louga</li> <li>iv. Réhabilitation du puits traditionnel à Gaine Goudi sis dans la communauté rural Keur Massar</li> <li>v. Constructions de deux salles et W.C. dans le village de Sam dans la communauté rural Kébé Keur Massar de la Région de Louga</li> <li>vi. Constructions de deux salles et W.C. dans le Village de Ndiayène Peulh I dans la Communauté Rurale de Léona de la Région de Louga.</li> </ul> <p>Pour ces six projets on a monté l'ensemble du dossier d'appel d'offre à partir des plans et en outre on suivait les travaux jusqu'à la réception.</p>
Déc 2002-juil 2005 :	AFDS(Agence du Fonds de Développement Social)		<p>Comme responsable des infrastructures durant ces trois ans à l'ONG A.C.A (Association Conseil pour l'Action) de Dakar qui était Opérateur d'Appui au Développement Communautaire (OADC) de l'AFDS(Agence du Fonds de Développement Social)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. Faire les étapes de la passation de marché et les gérer ;</li> <li>ii. Participer à l'élaboration des différents cadres logiques des villages d'interventions de l'OADC</li> </ul>
Juillet 2002 :			<p>Stage de fin d'études au niveau de l'Entreprise des Travaux Publics et de Bâtiment SA (L'E.T.P.B Sa). En qualité de responsable de la planification et de</p>

			<p>l'approvisionnement sous la responsabilité du Directeur Technique. Auparavant durant les trois ans de formation il a effectué des stages au niveau de l'entreprise ETBP SA où il a acquis une expérience en conduite de travaux. Avec ETBP il a travaillé dans beaucoup de chantiers parmi lesquels :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i. Construction de beaucoup de maisons personnelles ;</li> <li>ii. Le démarrage des travaux du chantier des quatre C ;</li> <li>iii. CDS avec des coffrages glissantes ;</li> <li>iv. Le tour de contrôle du Port Autonome de Dakar</li> </ol>
--	--	--	--

**Langues pratiquées :**

Français : écrit lu et parlé Bon niveau Anglais : écrit lu et parlé Niveau faible Wolof : parlé bon niveau

<i>Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'expert du Consultant</i>	<b>Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées</b>
<i>Liste des livrables/tâches en référence à TECH-5 dans lesquelles l'expert sera engagé</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• APD</li> <li>• DAO</li> <li>• PV d'ouverture des plis</li> <li>• PV de visites de chantier</li> <li>• Rapport de fin de chantier</li> </ul>	<p>Riche expérience en Génie civil Responsable des infrastructures à ACA, opérateur du projet AFDS</p>

**Certification :**

Je, soussigné, certifie que le présent CV me décrit fidèlement, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission, au cas où le contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma qualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

**Abdoul Aziz NDAO**